

Maxime- Faustin MBRINGA-TAKAMA

CENTRAFRIQUE

***DE L'URGENCE, AU RELEVEMENT ET AU
DEVELOPPEMENT***

Bangui 30 Octobre 2014

« C'est comme ça que ça marche! Lorsqu'un peuple est assis sur quelque chose que l'on convoite, on en fait un ennemi! Et ça justifie le pillage. »

James CAMERON

« Nous devons nous engager à fond dans la voie du changement. »

Jacques CHABAN-DELMAS

Moléngué ti bé afrika ! Tonga na da ti mon a yéké gbi, si kodoro ti mon a yéké bouba, mbéni zou ndé a lingbi ti mingo ni pépé. A yéké mon nvéni. Zia ti kassa mbeni zo ndé. Londo na kodé, na ndara ti à kotara ti mon, si mon mingo oua so !

Filles et Fils de Centrafrique ! Ta maison brûle, et ton pays, humilié, est en train de disparaître. Ne perds pas ton précieux temps à chercher un bouc émissaire. Tout dépend de toi. Alors ! Ne compte que sur toi-même, sur ton ingéniosité et sur le fonds de la sagesse de tes ancêtres et sauve la situation

Adage populaire centrafricain

SOMMAIRE

Introduction	4
1. Des questionnements fondamentaux	5
• <i>Des années de profonde déchéance</i>	5
• <i>Le sur pouvoir, source de la déchéance et du chaos</i>	7
• <i>La mauvaise gouvernance, une menace constante.</i>	8
• <i>Les menaces permanentes à la survie</i>	9
• <i>Les défis clés</i>	15
2. A la recherche d'un nouveau paradigme pour la gestion politique	16
• <i>La logique du serviteur servi</i>	16
• <i>L'élan de reviviscence</i>	18
3. Définir un chemin critique efficace et catalytique	21
• <i>La justification et l'utilité d'un chemin critique</i>	21
• <i>L'image du processus de la résolution de la crise</i>	23
4. La non culture de la gestion de l'urgence	23
• <i>La violence déstabilisatrice, dévastatrice et non maîtrisé</i>	23
• <i>La difficile conceptualisation, gestion et coordination des réponses</i>	26
• <i>L'espace politique, plus affecté par les divergences que l'urgence humanitaire</i>	27
• <i>Des expériences non capitalisées</i>	27
5. Les difficultés du relèvement	28
• <i>Des dérapages dilatoires</i>	28
• <i>Le nécessaire réajustement de l'approche du relèvement</i>	30
6. Comment relancer la dynamique du développement quand le feu n'est pas encore éteint?	33
• <i>Des préalables inconditionnels</i>	33
• <i>Les défis intensifiés par la crise</i>	34
• <i>Repenser une politique ingénieuse de développement</i>	36
• <i>Le pilier pour un nouveau départ du Centrafrique</i>	37
• <i>De l'arbre à palabre au consensus national, un préalable à la création d'un environnement propice au développement</i>	38
• <i>La piste de la croissance soutenue et solidaire</i>	40
Conclusion	41

Introduction

4,7 millions centrafricains et centrafricaines sont pris dans le filet inextricable de l'insécurité, de l'injustice, de la misère et de la main baissée sur leurs ressources. Ils sont durement frappés et affectés par un cycle décennal de crises terribles¹ et pérennes. Celles-ci ont enclenché le processus de désintégration totale de leur pays, pris au piège du sur pouvoir et de la mauvaise gouvernance. Les conséquences sont dramatiques. Le chaos est total. La dégradation de tous les indicateurs témoigne de l'ampleur et de la profondeur des dégâts. D'après le PNUD², le pays occupe le 179^{ème} rang sur 187 sur l'Indice du Développement Humain en 2011. En 2012, il est au 48^{ème} rang sur 52, sur l'indice de la gouvernance en Afrique. Enfin il est le dernier, soit 185^{ème} sur 185 sur l'indice du Doing business, établi par la Banque Mondiale, en 2013.

Ces tendances révèlent des réalités tristes et inquiétantes. Elles indiquent l'ampleur des défis et l'amplitude des enjeux, auxquels le pays se doit de faire face, dans un monde qui bouge, et qui bouge de plus en plus vite. Elles obligent les centrafricains à prendre conscience de leurs responsabilités, et vite. Car leur existence se dilue, au quotidien, et leur avenir commun est sous des menaces provenant de plusieurs sources. La crise actuelle constitue une sirène dont le hurlement strident fait prendre conscience de l'impératif de changer de logique et de pas de danse. Ne rien faire et attendre que les autres apportent l'assistance, c'est aller dans l'impasse et perpétuer la souffrance du peuple. Continuer à tolérer et à subir les pressions du sur pouvoir et de la mauvaise gouvernance, c'est accepter l'enfer, le chaos et l'anarchie. En un mot, c'est disparaître purement, simplement et lentement.

L'heure de la vérité a sonné. Chacun est invité à faire preuve de courage, de sagesse, d'intelligence, d'engagement à opérer le changement transformationnel. Il doit démontrer la capacité, grâce à l'éveil patriotique, à éteindre les feux de l'urgence, souffler sur la braise du relèvement, et rallumer la flamme de l'espoir, le levier du développement durable.

Bien sûr, ce que le centrafricain et la centrafricaine vivent, aujourd'hui, les déstabilise, les choque et les plonge dans la colère terrible. Le temps presse. Il passe, et son impermanence les oblige à comprendre qu'ils n'ont pas d'autre choix, que celui d'apprendre à réagir, et à tout faire pour changer le cours des événements. Ils savent que toute la communauté internationale est à leur chevet : la FRANCE, la CEMAC, la CEEAC, l'UNION AFRICAINE, les premières, puis l'EUFOR et les NATIONS UNIES, longtemps après. Elle leur apprend à se ressaisir pour affronter des équations à mille inconnus. Mais surtout, elle leur signifie que tout ne dépend que d'eux, du citoyen et de la citoyenne, avant tout, de leur intelligence, sans passion, avec raison, pour réaliser leur sécurité, faire revenir la paix, jeter les bases de la confiance et anéantir définitivement les pesanteurs qui ont failli sonner le glas du Centrafrique.

Comme un leitmotiv, le centrafricain et la centrafricaine doivent avoir la détermination à s'assurer un avenir durable, articulé autour d'une vision commune partagée. La barre de direction doit être redressée, et vite, pour sauver, les enfants, les jeunes, les femmes, les populations vulnérables du naufrage, et pour maintenir le cap vers la réalisation d'un Centrafrique debout, intelligent, capable d'investir dans son immense potentiel et d'apprendre à franchir des étapes difficiles d'urgence, du relèvement et de se lancer dans la croissance durable.

¹Document de référence pour la connaissance du phénomène de crise : Patrick LAGADEC 2011 : La gestion de la crise, MC GRAW-HILL

²Rapport sur le Développement Humain 2011

Le chantier est véritablement celui de la refondation nationale, il ouvre des perspectives vers la protection des droits fondamentaux, l'accessibilité de tous à la justice sociale, aux services de base, à l'emploi et la gestion rigoureuse du patrimoine national. Il s'attache à la transformation d'une société centrafricaine agonisant, en l'emmenant à croire en elle et à faire l'effort suffisant pour bâtir des ambitions et les réaliser. Surtout, il donne aux centrafricaines et aux centrafricains la détermination à apprendre à connaître et à assimiler des valeurs profondes de progrès, en changeant de paradigme ; pour se mettre à l'abri de la prédation.

A cet effet, le Centrafrique possède de nombreux atouts. Il a un potentiel naturel des plus riches et des plus diversifiés du continent. Il dispose d'immenses terres arables, dans des écosystèmes favorables aux divers types de culture tropicale à grande valeur ajoutée. Sa faune est abondante et plus diversifiée, malheureusement menacée de disparaître sous la pression d'un braconnage intensif depuis des années. Son sous-sol regorge de variété de minerais : charbon, fer, cobalt, pétrole, diamant, or, uranium, cuivre etc. Le capital humain, très jeune, attend d'être mieux préparé, pour faire appel à ses résiliences, à sa créativité et à la hargne de changer la donne et de produire la richesse.

Le Centrafrique est un marché pour l'avenir. Positionné comme un carrefour au cœur du continent, entre l'océan indien à l'est et l'atlantique à l'ouest, entre le géant nigérian et le Cameroun, voisins ingénieux et prompts dans les affaires et les deux Soudans, il a besoin d'une réaction économique intelligente pour profiter d'un tel avantage comparatif. Ceci donne l'espoir et force de la volonté de croire en la capacité du citoyen de s'investir intelligemment, dans l'unité, la dignité et le travail afin de réaliser le rêve commun : un Centrafrique fier, éveillé, mobilisé, attaché à des valeurs profondes qui le propulsent à construire sereinement un futur chargé de bonheur.

C'est là une très grande ambition commune, celle de pousser les efforts des uns et des autres à sortir rapidement de la situation de l'urgence, à stabiliser l'économie sociale par la promotion des valeurs porteuses de progrès et à relancer la croissance dans les plus brefs délais. Dans la situation actuelle, cette ambition ne doit pas être un objet de frayeur. Elle est à la portée des mains, car en tirant les leçons du passé, il apparait clairement que le centrafricain a manqué de créativité, d'intelligence, de motivation et d'engagement à assumer ses responsabilités. Sa naïve résignation collective, l'a emmené à croire aux manipulateurs et prédateurs avides du pouvoir et de la richesse.

Aujourd'hui, un séisme politico-militaire, de plusieurs magnitudes, a secoué le pays, ébranlé la confiance des centrafricains en eux et les a forcés comprendre l'urgence de changer, d'être et d'agir autrement. Le prix est payé par le sacrifice de milliers et de milliers de martyres. Il exige de tous la compréhension de l'impératif de changer la donne. Ceci signifie savoir cerner les questionnements fondamentaux, définir un nouveau paradigme qui doit guider les processus de gestion de défis du Centrafrique, redessiner un chemin critique pertinent et solide qui facilite l'évacuation rapide des urgences brûlantes, et du relèvement des structures de gestion et l'impulsion du développement.

1. Des questionnements fondamentaux

• *Des années de profonde déchéance*

Le Centrafrique, est un pays enclavé de l'Afrique centrale de 4,7 millions d'habitants. Depuis, cinq décennies, il n'a pas décollé. Pire, il a décroché, ravagé par un cycle itératif de crises sécuritaires, humanitaires et suicidaires majeures. Le Programme d'urgence et du relèvement durable 2014-2016 du Gouvernement de transition décrit de manière exhaustive la dimension des ravages. Il associe parfaitement la situation catastrophique et terrifiante que le citoyen, les communautés et les

institutions subissent à l'excès de la mauvaise gouvernance. Mais, il se tait sur les conséquences de la concentration excessive du pouvoir. En effet, des décennies durant, des individus, pseudo démocrates, assoiffés du pouvoir, rapaces et prédateurs invétérés, incapables de gérer dans l'intérêt de tous, se sont emparés du pouvoir et ont ravagé le pays.

La crise a durement frappé le Centrafrique, altéré son image³, créé et accentué des tensions persistantes. L'insécurité a pris toutes les dimensions : la décomposition du pouvoir politique, avec un exécutif profondément et complètement fauché, un législatif artificiel, porte-parole des sensibilités agglutinées dans la capitale, plus prompte à la défense de leurs intérêts que de ceux des peuples profonds ; l'érosion totale des institutions administratives dont les représentants affaiblis, se sont volatilisés dans la nature et ont abandonné leurs postes ; la dilution et la disparition des forces de défenses et de sécurité de leurs terrains d'opération.

La mise en lambeau du tissu socioéconomique est encore pire de conséquences. L'accès des populations aux ressources alimentaires, aux services sanitaires, et éducatifs, à la protection civile, à la justice, et aux opportunités économiques et financières est considérablement réduit et devenu aléatoire. Les mécanismes de solidarité et de cohésion sociale ont explosés. La chute considérable des produits d'exportation et les difficultés énormes d'approvisionnement en produits de première nécessité ont ruiné les activités économiques, aggravées par la destruction massive des infrastructures de base (routes, transport, énergie et télécommunication). Une puissante économie de prédation s'est mise en place et a provoqué l'étranglement des secteurs primaire et secondaire et la perte de performance dans le secteur tertiaire. Des opérateurs économiques sont dépouillés, ruinés, démoralisés, et découragés pour l'ampleur des dommages et pertes subis. Ils sont si affaiblis qu'ils ne peuvent subir les pressions administratives et politiques qui privilégient des lobbies nationaux et internationaux actifs dans le blanchiment d'argent, le secteur minier et le financement des rebellions.

Face à cette situation, la réponse du gouvernement de la transition est officiellement contenue dans le Programme d'Urgence et du Relèvement durable. Elle montre le Centrafrique, comme un pays de non état, happé par la déchéance et l'auto destruction totale, et enfin, chaviré dans l'inconscience et l'incompétence collectives. Le PURD souligne qu'il est plongé dans une profonde fragilité et miné par de très grandes faiblesses à tous les niveaux de la gestion. Le pays semble ne pas disposer de l'intelligence, ni de capacités de réaction pour trouver des alternatives efficaces, face à l'agressivité impitoyable de la gestion politique. La solidarité citoyenne n'est pas suffisamment forte pour éradiquer les pratiques antidémocratiques à l'origine de la misère massive et de l'insécurité généralisée qui tue à petit feu.

En 2008⁴, deux personnes sur trois vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Le taux d'analphabétisme a franchi plus de 90 % en milieu rural. Celui de scolarisation a chuté, avec la fermeture des écoles, des lycées et collèges des mois durant, ainsi que le taux de mortalité maternelle, infantile, sans compter l'explosion du chômage et celle de la mortalité due aux multiplications des assassinats massifs. Ce sont les tristes réalités du Centrafrique, laissées par DOTOJ DIA, BOZIZE, PATASSE, KOLINGBA, DACKO, BOKASSA, BOGANDA. C'est un pays ruiné. La classe politique ne prend pas conscience du rôle et des responsabilités du citoyen, dans les décisions qui concernent sa vie. Elle ne s'élève pas suffisamment au-dessus des contingences pour assurer un leadership transformationnel, capable de mener la société centrafricaine à adopter des valeurs qui la forgent à s'acquitter de ses devoirs civiques. Les valeurs de l'Unité, la Dignité et le Travail auxquelles s'ajoutent la transparence, l'intégrité et le respect et le sens de la responsabilité

³ Pays fantôme, ou trou noir au cœur du continent, c'est ainsi qu'il est représenté.

⁴ ICASES (institut centrafricain des analyses statistiques et des études économiques) enquêtes centrafricaines sur le suivi et l'évaluation du bien-être (ECASEB)

sont si fortes qu'elles transforment le citoyen et la citoyenne en personnes motivées et engagées à se sacrifier pour la cause nationale. Elles les rendent réfractaires aux pratiques abusives et systématiques de l'agression et du vol électoral, et parlementaire. Face au citoyen éclairé, mieux informé et fortement attaché à ses droits, à ses devoirs, et à la défense des intérêts communs, ni la manipulation, ni la corruption de masse n'est plus une arme politique d'embrigadement des jeunes et des femmes. La censure citoyenne assainit l'espace politique et rend son accès rigoureusement sélectif, axé sur les critères de crédibilité, de compétence, d'intégrité et de professionnalisme. Il s'agit de mettre fin à l'amateurisme politique et de ne promouvoir que l'excellence afin que les acteurs politiques soient véritablement porteurs de la culture de progrès et non des activateurs du désordre et de la déchéance.

Le Centrafrique, terre chère aux ancêtres, a perdu l'amour de ses fils et filles, le « respect à la vie », l'esprit de sacrifice cher à toutes les nations. Il est fragilisé par une culture dominante de la haine, de l'injustice et de l'avilissement du citoyen, des communautés et des institutions. Il est astreint et soumis à l'influence des porteurs d'armes. Ceux-ci ne savent que confisquer les pouvoirs, injecter le désordre par la non maîtrise des normes et de standards d'une gestion politique ingénieuse et intelligente au profit du peuple. Ils finissent toujours par échouer et par laisser des passifs dramatiques, pénibles à réparer. Ils ne rendent compte à personne, cultivent l'injustice, l'impunité, la corruption, privatisent les institutions publiques, et imposent leur propre culte, au lieu de celui de Dieu, le seigneur de l'univers. Ils mettent tout le monde à genou, le pays sous leurs pieds, et le peuple enfermé dans la prison infernale de la cupidité, du népotisme et de l'impunité sources profondes des insécurités.

Dans ce contexte, le centrafricain est complètement troublé, désorienté. Il a perdu les repères et ne sait pas où il est, ni où il va. Au regard des milliers d'innocents assassinés, froidement exécutés, pillés et dépouillés, sa conscience est surchargée d'interrogations, sa spiritualité est mise à dure épreuve. Sa foi aussi est ébranlée par des questionnements, quand il écoute des individus sans foi, ni loi exiger la partition du pays, d'autres l'extradition d'une communauté qui a forgé sa citoyenneté par le travail, mais dont quelques éléments se sont laissés emporter dans une dérive politico-religieuse indécente.

Alors, le surpouvoir et la mauvaise gouvernance ont poussé à la décadence. Ils ont humilié le Centrafrique, comme à l'époque de Jean Bedel BOKASSA, avec l'illusion de bâtir un son empire illusoire et éphémère dans un monde dynamique qui fait du pouvoir au peuple, pour le peuple, et par le peuple son cheval de bataille. Le désastre et la détresse des citoyens interpellent la classe politique, et le citoyen. Les discours oiseux, les critiques acerbes pour des critiques porteuses de la haine, n'ont plus de place, car inefficaces et vectrices des germes de la division et de la destruction. Des contributions à la recherche des voies efficaces et apaisées sont à explorer. Ainsi, tous les acteurs démocrates sont conviés à s'investir dans les connaissances de la gestion du changement et à se forger une nouvelle personnalité façonnée, conformément aux principes de la cinquième discipline⁵. Tout l'enjeu est de réussir à mettre fin rapidement à la dynamique négative de développement, au chaos et à l'insécurité qui étouffe la société centrafricaine. Alors, la question ultime est comment faire pour que la pratique de la démocratie soit efficace, que le pouvoir partagé rime effectivement avec la bonne gouvernance.

- ***Le sur pouvoir, source de la déchéance et du chaos***

La déchéance découle directement de la permanence de l'accumulation excessive du pouvoir. L'histoire politique du pays est essentiellement échafaudée sur l'autoritarisme excessif et malicieux.

Avant 1960, le régime colonial français a tout verrouillé. En face, il a réussi à fragiliser les autorités traditionnelles, à diluer leurs influences et à les placer sous le contrôle des institutions administratives de proximité, régions, districts et cantons. Le monopole de pouvoir colonial a généré le processus de l'érosion des résiliences et des forces locales. Les communautés ont été emportées dans une dynamique économique, sociale, culturelle et spirituelle déstabilisatrice. Les individus délavés et vidés de leurs essences culturelles ont progressivement perdu le cap. Ils sont petit à petit détachés de leur cadre traditionnel et ont perdu l'esprit de l'autonomie et de solidarité, sans oublier leurs capacités à s'investir dans leurs intérêts et ceux de leurs communautés.

Entre 1966 et 1976, le premiers cas de l'autoritarisme a été enregistré. C'est un régime anticonstitutionnel créé par ordonnance⁶. Il fait du chef de l'exécutif une autorité absolue. Le colonel Jean Bedel BOKASSA, a donc géré le pouvoir, sans partage, avec une vision vague de l'avenir. Mais le principe largement disséminé de l'effort au travail et le respect de l'intérêt national ont généré des résultats qui ont largement dépassé les attentes. Des progrès fulgurants ont été réalisés dans les domaines. La production agricole, industrielle, l'évolution du secteur du transport, de la télécommunication ont enregistré des améliorations qualitatives. Avec l'exportation massive des produits agricoles et celle sous contrôle des produits miniers, la balance commerciale a été largement excédentaire. Elle a permis à l'état d'accroître des investissements qui ont amélioré les services de base en matière de santé, de l'éducation, de la culture, du loisir et du sport. La qualité de l'offre des services publics a commencé à améliorer le cadre et les conditions de vie des populations.

De 1981 à 1993, l'opération barracuda a tué, dans l'œuf, le processus d'apprentissage collectif de la lutte nationale de libération. L'explosion de la surprise et de l'espoir qu'elle a suscitée, a provoqué une réaction anarchique, autour des nouvelles pensées politiques : « la démocratie, la libération du peuple centrafricain⁷ ». Mais comment les instaurer, les préparer pour faciliter leur compréhension, et jeter les bases consensuelles pour leurs expressions institutionnelles ? Il n'y avait aucune initiative commune qui pourrait le permettre. Le séminaire national avait été une messe consacrée et limitée uniquement aux sensibilités politiques et à la société civile. Le peuple n'y est pas impliqué, aucun travail n'a été fait pour élargir, en son sein, la pensée du changement, autour d'une vision claire de l'avenir certain. Il est exclu de la dynamique de réflexion même s'il regroupe les masses informes de mécontents.

L'impréparation et le manque de leadership ont créé la confusion au sein de la classe politique. Ils ont suscité des interprétations divergentes et contradictoires des principes démocratiques, à l'origine des agitations de masse. Le désordre et les dérapages ont conduit le pays à la catastrophe. Ils ont fourni des prétextes au Général d'Armée André KOLINGBA de s'accaparer du pouvoir et de suspendre la constitution démocratique. Il a mis en demeure les « agitateurs politiques, assoiffés du pouvoir, fauteurs de trouble⁸ » et a légiféré par ordonnance. Plus d'une décennie s'est écoulée et les fauteurs de trouble, sans tirer les leçons des échecs passés ont entrepris de le forcer à revenir sur les principes du pouvoir pour le peuple, par le peuple et avec le peuple.

Entre 1976 et 1979, un régime constitutionnel légalise l'autoritarisme. Prévue pour diluer le pouvoir du chef charismatique, la constitution impériale a plutôt eu un effet contraire. L'empereur Jean Bedel BOKASSA s'est donné tout le pouvoir de vie ou de mort, ainsi que l'appropriation, à titre privé, de la gestion des affaires publiques. Il a multiplié des cas d'atteintes graves à l'intégrité des citoyens et de l'état, et détruit ce qu'il a lui-même construit. Son dérapage a suscité la vive réaction des citoyens. Ceux exigent le retour à l'ordre démocratique. Pour le forcer, ils ont saccagé les

⁶A rechercher

⁷ Certains groupes d'intellectuels se sont servi de cette pensée pour se constituer en parti politique

⁸ Premiers discours du Général André KOLINGBA

importantes réalisations infrastructurelles et industrielles, déboulonner des effigies et statuts et débaptiser les rues, avenues et édifices publics. Ainsi, les fruits des efforts du régime balayés et détruits sont partis en fumée à la fin du régime impériale.

Entre 1993 et 2003, puis entre 2005 et 2013, la situation a été toute différente. Les deux périodes ont été marquées par l'adoption de régimes démocratiques, sur une base constitutionnelle qui énonce clairement la séparation des pouvoirs. Malheureusement, de manière factuelle, l'application de ces principes a subi une grande entorse. Le jeu politique a été artificiellement tronqué. L'art de la manipulation institutionnelle a été aiguisé, pour que l'exécutif soit maître de tout, décide de tout et juge tout. Les régimes mettent en avant la primauté des mandats reçus du peuple. Mais ils n'accordent aucune attention à l'intérêt de ce même peuple. Alors, ils se servent de tous les subterfuges pour façonner l'Assemblée nationale, dans leurs intérêts. Ils raflent les députés pour constituer leur «majorité présidentielle»⁹ et mettent tout en œuvre pour soutenir des candidats aux élections parlementaires dont les profils laissent à désirer¹⁰. Ils n'hésitent à procéder à des transfuges forcés des élus du peuple à leur profit et réussissent ainsi à récupérer l'Assemblée nationale, à la forger pour préserver leurs intérêts et à la transformer en une simple caisse de résonance.

Evidemment, la composante judiciaire n'est exclue de la pression. Elle est également soumise à de très fortes pesanteurs, et ne jouit pas effectivement d'une autonomie, ni de son indépendance pour dire le droit. Elle est si fragilisée et démunie qu'il lui est difficile de se mettre à l'abri des tentations et des dérapages. Garantir la justice équitable devient un œuvre gigantesque et risquée.

Au cours de cette période également, ces régimes se sont dotés de capacités de nuisances et de manipulation, telles qu'ils ont réduit l'opposition démocratique au silence. Ils ont muselé les médias, monopolisé la communication, et favorisé l'évolution rapide de la culture de prédation, de corruption, de l'impunité, de népotisme, et de réduction de la population à la misère. Dans ces conditions, la démocratie n'est qu'une pièce théâtrale, taillée sur mesure, pour servir un clan qui en profite pour assurer son enrichissement. Elle facilite les détournements, les prédatations et les transactions ignobles au détriment de l'intérêt de l'état et du peuple.

Il est clair qu'aujourd'hui le Centrafrique se retrouve dos au mur. Il est emporté par la cupidité et l'indifférence affichées des acteurs politiques vis-à-vis de son sort. Des régimes anti et pseudo démocratiques ont mis en danger son peuple, pourtant ouvert à l'hospitalité, à l'esprit de paix. Ils l'ont malheureusement privé de possibilités de regarder l'avenir avec beaucoup d'espoir et l'ont jeté à convoitise des spéculateurs internationaux.

• ***La mauvaise gouvernance¹¹, une menace constante.***

L'autoritarisme est fondamentalement antinomique de la bonne gouvernance, inscrite nulle part dans la pensée politique centrafricaine. Pourtant, dans le fonds socio culturel des différentes communautés, il y a beaucoup de références morales qui garantissent le respect de la personne et le sens de la responsabilité individuelle et ainsi que la cohésion sociale et la solidarité mécanique. Ce sont l'une des composantes majeures de la gouvernance sociale. Toutefois, l'apparition récente de ce mot sophistiqué a prêté à confusion. Dans les discours politiques, il est sujet à des dérives. La

⁹ C'est la récupération de gré ou de force d'un député fragile et nécessaire et son intégration dans la formation présidentielle, ou encore c'est l'intégration des formations politiques disposant ayant obtenu des représentants à la suite des élections sur la base d'un accord politique. Bien souvent les clauses de cet accord ne sont pas exécutées par la formation présidentielle.

¹⁰ L'une des plus grandes faiblesses institutionnelles centrafricaines réside dans la faiblesse de qualité des représentants du peuple à l'Assemblée nationale, dont plus 80 90% n'ont guère le profil standard d'un représentant capable d'explorer les défis, d'en établir les causes et de formuler des stratégies en conformité avec les textes universels

¹¹ Gouvernance vient du mot grec kubernate qui signifie gouvernail, pilotage.

gouvernance est apparue avec une connotation négative. Les critiques s'articulent autour d'une mauvaise gouvernance, considérée comme la pratique de la mauvaise gestion, dont sont responsables les régimes. La gouvernance est loin d'être perçue comme un ensemble composite de valeurs qui forgent une culture civique responsable et forte. Introduite, en 1989, en Europe de l'Est, à partir de l'émergence de la vague des revendications politiques, en faveur de l'instauration de la démocratie, elle n'est pas encore assimilée comme moyen pour façonner les mentalités et rectifier les comportements aux fins d'instaurer un comportement civique porteur de progrès.

Au cours des révoltes pour la démocratie de 1977 à 1979 et de 1990 à 1993, les discours ont été essentiellement focalisés sur la question des libertés fondamentales, la protection des droits de l'homme, la promotion du genre à un moindre degré d'importance, les rôles et les responsabilités du pouvoir, au service du citoyen et du peuple. Ils ont effleuré toutes les valeurs de la bonne conduite au sein de la société, celles qui confèrent au citoyen des forces pour s'investir et préserver l'intérêt général, et qui garantissent la cohésion sociale permettant aux communautés de bénéficier de l'assurance de la qualité de la vie et d'un environnement propice à son épanouissement.

À l'avènement des vagues de conflits (1996- 1999 ; 2003- 2005 ; 2008-2010 ; 2012-2014) entretenus par les groupes rebelles, les revendications ont conservé les mêmes préoccupations. Les critiques ont porté sur la mauvaise gestion du pays, notamment la forte prévalence des passes droits, de l'appropriation illicite des ressources et biens publics, de l'absence de contrôle d'assurance qualité permettant de garantir l'éthique dans l'exercice de la gestion publique. La question de la gouvernance est restée très vague, accentuée sur le népotisme et l'impunité. Elle n'a pas été formulée clairement, ni systématisée, en tant que valeurs morales à la base d'une culture civique responsable. Elle n'a pas pris en compte l'impératif d'instaurer ces valeurs comme porteuses de changement sur lesquelles une démocratie réelle devrait se fonder.

Ici, la critique dans le domaine de la gouvernance est associée à l'absence de l'orthodoxie dans la gestion politique. Il est reproché aux acteurs politiques la forte prévalence d'un comportement empreint de déficit de la rigueur et du principe républicain. La notion, elle-même est loin d'être prise en compte dans son acceptation générale, dans toutes ses composantes, ni de faire l'objet d'un large processus d'apprentissage et de l'éducation civique.

La gouvernance telle que perçue par les centrafricains, est limitée à un type de comportement essentiellement lié à la gestion. Elle n'est pas comprise comme un ensemble de valeurs combinées dont le respect est vital pour la conduite normale du pays et la construction d'un comportement social astreint à la rigueur, la transparence, à l'intégrité, à la discipline, à l'éthique et à l'équité.

S'il faut résumer, les valeurs de la gouvernance sont essentiellement le respect, la responsabilisation, la transparence, la participation, le devoir de rendre compte, l'éthique, l'équité, l'intégrité, l'efficacité, l'efficience, la primauté du droit, le consensus, la vision etc. Ce sont autant de forces morales qui appartiennent aux fonds ancestraux de la sagesse commune à chaque communauté. Aujourd'hui, elles sont déficitaires. Les comportements sociaux quotidiens sont accrochés à d'autres références, sous l'influence des fortes pressions exogènes. Même les valeurs républicaines de l'unité, de la dignité et du travail sont loin d'être prises en compte. Elles ne sont guère considérées comme la mesure psychosociologique du comportement citoyen. L'indiscipline, le manque de sincérité et la croyance à la facilité constituent les composantes comportementales majeures. Ce sont autant de contraintes majeures à l'esprit d'ouverture, à la formation du consensus, à la tolérance, à la confiance et à la sincérité.

Alors se comprennent les échecs systématiques des tentatives collectives d'exploration des solutions de sortie de crise. Les dialogues ont été forcés et faussés, dans tous les cas, poussés par des

médiateurs, imposés par la communauté internationale plus soucieuse que le centrafricain, à trouver des alternatives pour la résolution de ses conflits. Les processus de dialogue sont étroitement liés aux intérêts des sensibilités politiques, face à un régime mis au banc d'accusé. C'est un tribunal politique et non populaire. C'est la recherche de constats d'incompétences et de dérapages majeurs d'un régime, mais non l'exorcisme populaire des faillites politiques nationales, pour tenir compte de toutes les dimensions morales du comportement individuel et collectif. Les échecs systématiques des initiatives de dialogue étreint et limité à des groupes se justifient simplement parce que toute la classe politique ne sent pas concernée par la nécessité de réformes politiques majeures. Elle s'exclut de l'exercice citoyen, élargi à tous et à toutes entités territoriales d'évaluation des capacités de la classe politique centrafricaine.

L'absence des valeurs de gouvernance est apparue comme l'un des facteurs déterminants de développement des pesanteurs sociales nocives. Elle a impulsé et figé la discrimination sociale, le manque de culture de l'effort, de la fierté, de la solidarité, de motivation et de l'engagement. Elle dépénalisé la classe politique et favorise le dérapage institutionnel mortel, aggrave les tensions sociales et économiques, génère l'insécurité à tous les niveaux et expose le citoyen et la communauté nationale toute entière aux à des menaces. Ce qui a conduit à l'implantation de toutes les formes d'insécurité qui constituent des menaces graves à la survie de la société centrafricaine.

• **Les menaces permanentes à la survie**

Trois décennies catastrophiques de sur pouvoir et de la mauvaise gouvernance ont enterré le Centrafrique, et l'ont plongé dans l'insécurité, la violence et des pressions de toute sorte. C'est épouvantable. Prisonnier d'un cycle interminable de destruction, le pays survit, inconsciemment, sous des menaces permanentes. Le citoyen, les communautés et les institutions, tous emballés dans une logique d'autodestruction se ruinent à petit feu, incapables de percevoir les dangers à l'affût et les opportunités d'une marge de manœuvre pour préserver la paix et la sécurité.

Le centrafricain est complètement dépassé, impuissant et peu réactif, face aux multiples obstacles dangereux. Dans les villes comme dans les villages, il est exposé à l'insécurité, sous toutes ses formes : les attaques armées, bien sûr, mais aussi, les difficultés d'accéder à une alimentation adéquate, au service de santé, à l'éducation, à un revenu durable, à l'emploi, à la protection de ses droits, à un abri et un environnement sécurisant. Devant le triste sort des enfants, des femmes, des jeunes, prisonniers dans leur propre pays, en souffrance, condamnés à subir le poids de la haine, de la cupidité, de la criminalité, de l'inconscience et de l'absurdité, grand et profond est son stress.

La déficience des compétences des acteurs politiques ont poussé le citoyen à la méfiance et à l'incrédulité énormes des faits et gestes politiques. Elle le condamne désespérément à la précarité des conditions de vie. Elle l'empêche d'espérer à un avenir proche certain. Pire, la peur et la non préparation à la prise en charge des responsabilités ont également raison de lui et le forcent à la résignation et à l'immobilisme. Elles le condamnent au repli et au désespoir, à ne compter que sur l'état affaibli, condamné à tourner en rond, sans alternatives ni perspectives sérieuses de sortie de la crise. A un moment où il n'y a aucune issue, de nombreux vendeurs d'illusions apparaissent et positionnent, sans faire montre de la sensibilité au sort du peuple. Ils se confondent dans des conjectures inadaptées aux réalités des problèmes centrafricains et monopolisent le leadership

Les communautés exposées aux conditions dangereuses de survie n'ont pas pu développer des réponses. Leur entropie fonctionne difficilement, leurs capacités de recourir aux résiliences profondes sont complètement réduites. Les mécanismes de solidarité ne jouent plus, disloqués depuis de longues années. La fonte des fonds ancestraux de la sagesse communautaire constitue un blocage. Les valeurs humaines fortes léguées par les ancêtres sont

dissoutes. Ce qui porte de grandes entailles à la cohésion sociale, fragilise le fonctionnement des structures communautaires, et affaiblit le capital social, incapable de fournir des réponses collectives et solidaires, face aux menaces. La fonte des capacités clés de pilotage et de l'orientation stratégique, de la mobilisation, de l'engagement à affronter les contraintes, expose les communautés aux dangers. Leur fuite systématique et leur incapacité à tirer des leçons pour trouver des alternatives à leurs besoins essentiels et à leurs aspirations est une préoccupation majeure.

Les institutions ne sont pas épargnées par le tsunami insufflé par les conséquences incalculables de l'ampleur de l'autoritarisme et de la mauvaise gouvernance. Depuis toujours le Centrafrique se résume à Bangui, uniquement. Le reste du territoire apparaît comme un no man's land. Les structures décentralisées de l'Etat n'existent plus. Si par une chance inouïe, les représentants de l'administration s'y trouvent, ils mènent une vie végétative, à défaut de ressources. Ainsi, sur le terrain, le gouvernement est quasiment inexistant. Il a perdu sa légitimité et son autorité. En tant que structure transitionnelle, il ne s'investit pas assez pour ramener l'ordre et le retour à la situation constitutionnelle normale. La transition dit ce que cela veut dire, chacun pense ce qu'il veut, mais personne ne comprend qu'il s'agit d'une disposition circonstancielle, ad hoc, dotée d'un mandat clairement consigné dans les accords de Libreville¹², comme résumé dans l'encart ci-contre.

- Restauration de la sécurité par le désarmement, la démobilisation ;
- Assistance humanitaire aux populations victimes des violences
- Restauration de la Légitimité et l'autorité de l'état
- Organisation des élections démocratiques, justes et transparentes

Source Accord de Libreville 2013

Le gouvernement de la transition, malheureusement a procédé à une autre lecture des points de consensus adoptés à Libreville. Il n'a pas énoncé clairement une vision par rapport à l'opérationnalisation de cet accord. Il n'a pas non plus communiqué la conduite à tenir par le citoyen afin que ce dernier, motivé par

l'instinct patriotique, se mobilise et participe à la recherche du retour de la paix, et contribue à la mise en œuvre de cet accord. Il l'a abandonné à lui-même, sans direction, sans assurance.

Le citoyen a attendu, lassé d'être sur sa faim. Aucune perche ne lui est tendue pour requérir une participation active à la résolution des problèmes. Pire, l'idée de dialogue fait son bonhomme de chemin. Mais, comme d'habitude, encore une fois, les options semblent l'oublier de manière magistrale et se focalisent maladroitement sur des sensibilités, non reconnues par le peuple. C'est encore la voie qui a conduit aux désastres.

La crainte est de voir encore une fois la situation évoluer dans le sens contraire aux orientations stratégiques consensuelles de Libreville. Avec la focalisation exclusive sur les acteurs politiques, les groupes armés non conventionnels et la prise en compte de leurs divergences cacophoniques, le dérapage a encore prendre la dimension d'une fosse tellurique. Si la transition signifie satisfaire les sensibilités et s'écarter des aspirations des citoyens, les laissés pour compte des campagnes et des périphéries urbaines un grave danger pointera à l'horizon. L'éveil des damnés de la terre, comme au Burkina Faso, et ici même dans les années 80 et 90 soufflera de puissant vent qui assainira l'espace politique. Cela n'arrive pas qu'aux autres. La négligence du citoyen n'est qu'une bombe à retardement.

Or le gouvernement de la transition s'est replié sur lui-même. Il n'a aucun regard rivé sur la situation de vulnérabilité dans laquelle sont enfermées les populations malheureuses des villages et des villes. Il se préoccupe plus des calculs transactionnels de ceux qui aspirent à ce que

¹² L'accord de Libreville a clairement spécifié ce que le gouvernement de la transition est appelé à faire. Les accords de Ndjamena et de Brazzaville ne sont que des annexes complémentaires.

l'avènement de l'ordre et de la sécurité soient le plus longtemps possible ajourné. Il n'a pas défini des options stratégiques cohérentes, réalistes, pertinentes et réalisables, dans un laps de temps approprié. A titre d'exemple, le Programme d'Urgence et du Relèvement Durable 2014 – 2016 déborde largement le cadre de l'accord de Libreville. Ses enjeux et les stratégies sont les mêmes que ceux adoptés depuis pour la formulation des documents de stratégies de réduction de la pauvreté. Aucun effort n'est envisagé pour la mobilisation des ressources locales. Aucune stratégie n'a été configurée pour impulser la participation individuelle et communautaire.

La stratégie de la communication qui devrait appuyer les efforts de mobilisation citoyenne, et insuffler l'espoir et la confiance au niveau général n'est pas apparente. Ainsi le citoyen, comme les communautés, plongés dans les incertitudes, et disqualifiés, ne savent point comment apporter leurs contributions au redressement de la situation. Ils n'ont point des indications des questions de fonds : où aller ? Qu'est-ce qu'il y a lieu de faire pour sortir de la marre ? Avec qui et comment ? A défaut de la formulation de ces questionnements, le citoyen est désemparé. Le flou dans lequel il navigue accroît ses attentes, ses illusions et son stress. Les communautés, les institutions publiques et privées ainsi que la société civile sont emportées dans le même sens, c'est-à-dire, vers le néant.

Pendant ce temps, plus de vingt-quatre mois, la situation est stationnaire. La classe politique et autres acteurs, manquent de volonté, d'ingéniosité et du respect pour le peuple centrafricain. Ils sont incapables de surpasser les blocages et les malentendus inutiles et réclament de manière constante la médiation internationale. Le génie centrafricain et l'honneur existent-ils encore ? Les rencontres se multiplient, à Libreville, à Ndjaména, à Brazzaville. Le dialogue, encore le dialogue de sourds et de calculs indécents, où le marchandage et le profit se disputent comme à la bourse de valeurs ! Encore une fois, le dialogue se tient, dans les mêmes conditions, avec les mêmes discours, les mêmes supputations, au prix fort, avec des résultats squelettiques, qui vont souffrir dans les rapports abandonnés dans les tiroirs.

Pendant que certains participants et autres sensibilités jouent aux pompiers, d'autres marchandent les postes gouvernementaux. Mais tous entretiennent les brasiers allumés par les conflits. Les torchons brûlent, encore plus vifs et continuent pour longtemps, dans l'inconscience et la cupidité. L'idée de penser aux hommes, aux femmes, aux enfants, qui, par milliers, sont abattus, assiégés, enflammés et brûlés, dans des charniers, un peu partout, et leurs corps calcinés, ne donne pas la frisson aux acteurs pratiquant des dialogues exclusifs, spécialisés dans les discours de sourds. Elle interroge la conscience, devant l'intensité de la haine et de la folie meurtrière des agresseurs (séléka), soutenus par des mercenaires tchadiens, jandjawid, boko haram et des groupes d'autodéfense (anti balaka). Le peu d'attention accordée aux tristes situations du pays et à la souffrance du citoyen. La mémoire des compatriotes disparus, sacrifiés, exterminés, ainsi que la précieuse vie des survivants ne forcent aucunement à la mobilisation pour mise en œuvre de l'accord de Libreville. Quel bilan est fait pour établir le profil du marasme, des dommages et des pertes, vingt-quatre mois après Hélas ! Rien n'a été fait.

La transition n'est pas comprise comme un aménagement technique, consensuel et ad hoc, très limité dans le temps, avec les perspectives de résoudre l'échec cuisant de la gestion politique. Elle se focalise, avec insistance, sur l'urgence de conduire des opérations d'ajustement techniques, afin de créer les conditions de base adéquates à la reprise des activités politiques normales. Malheureusement, la conceptualisation de ce cadre politique provisoire a dévié des perspectives de départ. La transition est prise en otage, car considérée comme un cadre de partage de gâteau pour assouvir des intérêts qui n'ont rien avoir avec ceux du peuple. Les séléka sont les premiers à dévier de la trajectoire de Libreville. Ils sont responsables des hostilités et du

chaos, par la prise du pouvoir dans le bain de sang des innocents. Ils ont imposé une nouvelle logique de gestion du pouvoir, bâtie sur la préservation des intérêts de la communauté musulmane considérée comme les victimes de frustration entretenue par des régimes chrétiens. Alors, ils ont profité pour mettre le pays à sac, tuer des milliers et des milliers des compatriotes innocents, piller les biens publics et privés, ravager la faune et voler l'or, le diamant et les recettes publiques. Ils ne sont pas prêts de reconnaître leurs forfaitures, ni de demander pardon. Vis-à-vis de la transition, ils exigent la participation musclée au gouvernement. Ils vont même jusqu'à réclamer la primature, car avec la pression foudroyante des anti balaka, ils changent rapidement de discours, proclament leur innocence, dénoncent les représailles dont ils font l'objet, brandissent les menaces de la partition du pays. Mais ils continuent le pogrom des citoyens et des citoyennes dans leurs zones de repli. Ils conservent intact l'ambition cachée de la proclamation de la charia. Ainsi, des frustrations socio politiques et économiques provoquées par de longues années des pratiques politiques discriminatoires se sont transformées en revendications religieuses¹³ et sécessionnistes.

Les anti balaka, mouvement surgide la profondeur des terroirs de la préfecture de l'Ouham est une réaction auto défensive contre les attaques insensées et aveugles des seleka. Il est très rapidement infiltré par plusieurs catégories de mécontents, sans liens les uns avec les autres. Il renferme alors plusieurs ailes. Certaines ont été récupérées, manipulées et transformées en faction pro bozizé. Elles soutiennent le retour du Président déchu. D'autres exigent manifestement le désarmement total des groupes armés non conventionnels avant de restituer leurs armes. Evidemment, certains encore font de la résistance un gagne-pain. Dans la confusion, les anti balaka exigent aussi leur participation au gouvernement. Leurs leaders en font un préalable pour que la sérénité revienne.

Bon nombre de formations politiques, même si elles ne crient pas à haute voix, ne baissent pas d'ardeur dans les critiques des dérapages violents orchestrés par les séléka et les anti balaka. Ils mettent les élections libres et démocratiques à la tête des chapitres politiques et posent comme préalable leur participation au gouvernement de la transition.

Le gouvernement de la transition est ainsi pris au piège. Les forces en présence décident tous d'avoir des places de choix dans la gestion¹⁴ de la transition. Toutes veulent être présentes au cœur du centre de la décision pour protéger leurs intérêts. Les priorités liées à l'urgence, dont le désarmement, l'assistance humanitaire, le retour à l'état de droit et les élections ne sont pas inscrites dans les agendas politiques. Quelques soient les camps, les préoccupations sont celles de l'avidité¹⁵ pour le pouvoir. Ceux qui l'ont perdu veulent le récupérer. Ceux qui viennent de la conquérir par la force et de le perdre, décident de crier haut et fort et de menacer pour exprimer leur existence. Ceux qui estiment que leur tour est arrivé¹⁶, s'agitent pour rappeler que les prédécesseurs ont tous échoué et qu'eux tiennent le bon bout du gouvernail d'étambot. Les plus fins sont masqués et profitent du désordre pour s'accaparer d'impressionnantes ressources : pétrole, diamant, or, etc.

¹³ Les intentions sont masquées dans les discours mais les actes le posent clairement

¹⁴ L'idée du retour de Bozizé ou l'intégration des forces de l'opposition au gouvernement de transition est prédominante.

¹⁵ L'engouement infernal pour la création des partis politiques, sans s'assurer d'une base large d'électorat. Bientôt la classe politique centrafricaine va franchir le cap de 100 formations politiques. Ceci est la manifestation du manque de concertation, du manque de solidarité autour d'idéal mobilisateur. L'égoïsme politique risque de conduire à un ratio où un parti égale à une famille

¹⁶ Les séléka argumentent que le tour des musulmans est arrivé pour accéder au pouvoir et le gérer quelle que soit la forme utilisée pour accéder. Des factions du KNK qui ont récupéré une partie des anti balaka revendique le retour légitime de BOZIZE au pouvoir afin de terminer son mandat. D'autres acteurs estiment que le désordre offre une opportunité d'acquérir le pouvoir comme une mangue pourrie.

Dans la confusion, peu d'intérêt est accordé au triste sort de la population et à la traduction concrète des accords politiques, en pratique. La transition est transformée en un ring de boxe sur lequel, des agitateurs se battent et se débattent pour un poste gouvernemental. Des requins aux dents aiguës et empoisonnées provoquent des menaces qui pèsent lourdement sur le gouvernement de la transition et qui l'empêchent d'avoir la lucidité de gérer l'urgence. Une seule blessure et tout s'écroule. Et les forces politiques, toutes envient la primature. Ainsi, un premier ministre remplace un autre, sans savoir ce que le prédécesseur a fait. Combien de kilomètres a-t-il parcouru dans la réalisation des accords de Libreville ? Qui doit-on désigner ? Un chrétien ? Un musulman ? Un païen ? Un féticheur ? Et quelle est la mission du nouveau venu ? Alors c'est le recours, en rang et en sens dispersés, chez le médiateur international pour obtenir la réponse aux questions ainsi posées. Les chefs d'Etat des pays de la sous-région, sont sollicités, chacun en son temps. Les présidents Bongo I, Déby, Bongo II, Sassou, Biya et pourquoi pas Bazogo sont fatigués du dénuement de la crise centrafricaine. Les acteurs politiques centrafricains par leur manque de franchise et leur inconsistance leur font perdre la tête et le temps. Comme des enfants à la quête de gâteau, ils s'agitent après les dialogues, et exigent le retrait de leurs représentants de la structure gouvernementale, la démission et le changement du premier ministre fraîchement investi.

Il est très étrange que la transition soit alimentée d'une part, par une pluie torrentielle des jérémiades, des critiques, des condamnations, et d'autre part par le silence, celui du Centrafrique profond. Les populations malheureuses et misérables des villages lointains et des villes sont sans voix. Leurs souffrances profondes sont connues grâce aux faits divers relayés par les radios ndékéluka, notre Dame etc. La communication est donc en panne. Elle ne délivre pas les discours qu'il faut, pour réchauffer, convaincre et mobiliser le citoyen vers un sort commun. Elle diffuse insuffisamment des options stratégiques citoyennes susceptibles de faciliter la reconquête de la légitimité, de la paix, de la sécurité pour instaurer l'état de droit. Elle n'incite, ni la motivation, ni l'engagement individuel et collectif à remettre la société centrafricaine debout et hors de l'emprise du doute, du désespoir et surtout des rumeurs fallacieuses et déroutantes. L'absence de la communication directe avec les populations et avec leurs leaders et l'inexistence du dialogue de proximité entretiennent des frustrations et augmentent les stress et les méfiances. Le monologue uni directionnel, par les médias interposés, ne rassure point. Pire, il condamne le citoyen à un attentisme irritant.

La transition ne signifie pas délaisser les populations vulnérables et affectées par les conflits et l'insécurité tout azimut, et ne satisfaire que les porteurs d'armes, ceux qui font la guerre sur le dos du peuple, contre ses intérêts. Elle ne se résume pas non plus, en une redistribution aux belligérants, et aux politiciens à l'affût, un gâteau chapeauté par la cerise d'intérêts, une mesure de compensation, pour la basse besogne accomplie. Quand le pays est par terre, le sentiment nationaliste s'impose à tous les fils et toutes les filles. Chacun doit jouer pleinement un rôle, sans se préoccuper de ses propres intérêts ni de ses sensibilités. L'élan patriotique général doit agir, fournir toute l'énergie et toute la puissance pour sauver le pays de la situation désastreuse.

Dans ces perspectives, la transition impose l'idée de sacrifice, complétée par la mobilisation de compétences, des connaissances des normes de qualité dans la gestion d'urgence. Elle s'attache à la restauration de l'autorité de l'état. Elle concourt à le rendre capable de reprendre l'exécution de ses charges régaliennes et de cultiver, à nouveau, la confiance citoyenne. C'est pourquoi, l'effort national et le développement des capacités citoyennes à investir pour sauver

le pays¹⁷ constituent des options à privilégier. Plus le citoyen, rassuré par la transparence et l'intégrité, s'investit pour que la situation change, et que l'environnement pacifique et sécurisant se met en place, plus vite la confiance renaît, ses engagements se consolident et sa détermination constitue le moteur pour faire face efficacement aux défis de l'urgence, du relèvement et du développement.

Pris dans une toile d'acteurs prompts à assouvir leurs sensibilités, le gouvernement de transition a perdu la justesse et l'intelligence de faire prévaloir l'implication de la population. Il n'a pas considéré l'impératif de lui garantir la possibilité de l'autonomisation et de la décision. En cherchant à assurer seul la responsabilité de la gestion du chaos, il ne parvient pas à avoir le contrôle de la situation, ni la direction des événements, ni à veiller à ce que le jeu démocratique soit effectivement respecté. Il ne fait donc pas du citoyen la mesure de toute chose, ni de la cohésion sociale le levier pour ressouder l'harmonie intra et inter communautaire, ni de la légitimité de l'état et de la pratique effective de l'état de droit une réalité institutionnelle.

En réalité, le gouvernement de la transition, les acteurs politique et les citoyens devraient tirer de l'accord de Libreville, les termes de la mission nationale pour remettre le pays debout. Tout le monde devrait s'accorder à ce que les institutions et toutes les instances fonctionnent de manière efficace et efficiente pour que le jeu de la démocratie et la pratique de la bonne gouvernance deviennent une réalité. Il n'est plus question de donner le quitus à des prédateurs patentés, à des aventuriers, à des criminels, aux assassins, aux incompetents. Dans la situation de complexité, l'exigence est celle de garantir l'efficacité, l'efficience et la rigueur dans le fonctionnement des institutions et l'excellence des relations entre l'état et le citoyen. Alors s'il en est ainsi, la gestion de la transition ne saurait être conduite de manière aléatoire. La tâche de l'ajustement et du redressement est étroitement associée aux compétences et aux capacités de fournir des prestations à la hauteur des attentes. Elle dépend de mécanisme de planification, des normes et standards appropriés. Le plus grand souci est donc d'apporter des réponses de qualité, hautement appréciées, avec la préservation de la bonne réputation des institutions. Ainsi se concrétise l'émergence d'une nouvelle mentalité institutionnelle qui impose l'application effective des principes de la démocratie et le respect des valeurs de la gouvernance, conditions sine qua non pour mettre fin à l'autoritarisme.

Eliminer la persistance d'abus du pouvoir et de la mauvaise gouvernance conduit au renforcement des capacités de gestion des défis et des enjeux de la transition. Les mesures prises dans cette perspective auront des répercussions positives. Elles vont dissoudre la culture de la prédation, de la corruption, de l'impunité et les autres pesanteurs nocives à l'environnement des affaires¹⁸. Elles contribueront à l'instauration d'un véritable état de droit et l'accumulation des ressources publiques, nécessaires à l'accompagnement incitatif des entreprises nationales. Elles serviront à l'assainissement de l'environnement d'affaire et à éradiquer la pratique des privilèges à accorder aux lobbies internationaux spécialisés dans des affaires douteuses¹⁹. Le faisant, c'est tout le processus patent de déséconomie qui est balayé. Les ressources du trésor public

¹⁷ Un sondage léger d'opinion montre à quel point bon nombre de citoyens ne se sentent pas concernés dans la contribution à la résolution de la crise. Ils ne comprennent pas que la finalité de tout ce qu'il y a lieu à entreprendre dépend de lui avant tout. Pour beaucoup, l'état et la communauté internationale doivent apporter les solutions à la situation critique.

¹⁸ L'OMC, l'Union Européenne et d'autres partenaires ont beaucoup investi pour créer un environnement propice aux affaires. La crise a balayé tous les efforts et l'édifice s'est écroulé et les produits asséchés privant la transition de ressources.

¹⁹ Au cours des vingt dernières années, le pays est envahi par une catégorie d'opérateurs internationaux spécialisés dans le blanchiment d'argent et le prélèvement des produits miniers diamant, l'or, les concessions minières etc.

cesseront d'être asséchées, et les entreprises locales protégées des pires désastres. Si tel n'est pas le cas, la transition est en panne pour longtemps encore, faute de crédibilité.

Il est à souligner que l'autoritarisme et la mauvaise gouvernance ont fini par essouffler la communauté internationale. La France est la première à s'inquiéter des mauvaises performances enregistrées dans tous les domaines de son intervention. Tout ce qu'elle a laissé en héritage ou offert dans le cadre de la coopération bilatérale a été systématiquement mal géré, mal entretenu et a disparu. Le stock de capital humain formé dans de nombreux domaines de compétences est sous utilisé et mal géré, à défaut de politique adéquate de développement des capacités. Aujourd'hui, le pays se plaint de la carence d'une élite intellectuelle à la hauteur d'une mission de refondation nationale. L'Union Européenne, les Agences du Système des Nations Unies, le Japon, la Chine, l'Allemagne sont tous profondément déçus. En matière de gestion de conflit, le Centrafrique est le pays au monde où la communauté internationale a le plus intervenu. Leurs promptes interventions, ont, à plusieurs occasions, sauvé le Centrafrique du chaos, 1996 -1998, 2003 – 2005, 2009-2010, 2012-2014. Le 26 septembre 2014, le Secrétaire générale des Nations Unies, Ban Ki Moon l'a réitéré²⁰. Malheureusement la capacité à tirer les leçons et à gérer les connaissances capitalisées au cours de tous les exercices mentionnés fait cruellement défaut.

• **Les défis clés**

Le balayage rapide et succinct ci-dessus donne la mesure de l'étendue et de la profondeur des problèmes du Centrafrique. Ils sont nombreux, compliqués et entremêlés dans une combinaison inextricable. Ils requièrent, face à la complexité de la logique et du processus de réponse à sortie de la situation, la disponibilité sans réserve, la participation, et des alternatives intelligentes de tout un chacun. Le citoyen doit comprendre que la faillite du pays découle de la combinaison des avatars qui le privent des capacités à générer et à mieux utiliser un capital humain, performant, conscient de son rôle et de ses responsabilités et déterminé à affronter les défis et à les surpasser.

Aujourd'hui, des fenêtres d'alternatives doivent être ouvertes pour découvrir des leviers sur lesquels il faudrait agir pour inverser les tendances, dissiper le chaos et rétablir un ordre politique, économique et sociale plus stable, rassurant et activateur de l'espoir. Le citoyen, est-il capable percevoir ces fenêtres, face à son inconfort, au manque de l'assurance, et au désespoir ? Non ! Il n'appréhende pas qu'il en tient lui-même la clé. Il n'a pas la conscience, ni la conviction que tout dépend de lui, et de lui seul. C'est pourquoi, le gouvernement de la transition est moralement contraint d'accorder au citoyen, toute l'attention. Il doit éviter de le considérer comme une quantité négligeable, mais s'engager à tout faire pour lui permettre de prendre le contrôle de son destin. Le contraire serait une logique suicidaire, qui ne saurait apporter des solutions viables,

Toutefois, accorder l'importance au citoyen, c'est communiquer directement avec lui. Savoir lui faire passer un message fort, pour qu'il découvre les raisons de sa souffrance et les causes de la motivation et de la mobilisation patriotique, est le défi clé. Ceci consiste à amener le citoyen à s'interroger intelligemment sur la situation dans laquelle il est pris en tenaille, sur les options stratégiques à adopter pour rétablir la situation et sur l'engagement personnel à passer à l'acte.

²⁰Ban Ki Moon, le Secrétaire générale des Nations Unies : « *Nous devons être là pour les Centrafricains* ». « *Nous devons nous engager à tenir le cap et à les aider à tracer la voie qui conduira à la reconstruction, à la réconciliation et au retour de l'état de droit* »...« *Nous avons la possibilité d'aider. Et l'obligation d'agir* ». Son prédécesseur, Koffi ANNAN, a répété plus d'une fois ces mêmes messages.

C'est d'abord un exercice individuel, avant de s'inscrire dans une dynamique de solidarité en chaîne. Les préoccupations doivent rester invariablement la recherche des solutions conséquentes pour le changement : pourquoi l'autoritarisme, l'accumulation du pouvoir et la mauvaise gouvernance sont-ils ancrés, profondément et durablement, depuis de longues années, comme l'une des pièces maîtresses d'une culture politique surannée ? Comment apparaissent-ils comme un sujet tabou et esquivé même quand l'occasion d'en parler se présente ? Comment peut-on faire pour qu'une culture civique de grande portée intègre les valeurs de la gouvernance afin que des menaces à la vie du citoyen, de sa communauté et de ses institutions soient définitivement annihilées ?

2. A la recherche d'un nouveau paradigme pour la gestion politique

- ***La logique du serviteur servi***

Les interrogations soulevées ci-dessus établissent précisément l'équation qu'il faudrait absolument résoudre pour sortir définitivement du chaos. Elles sont celles de la remise en cause d'un paradigme politique complètement anachronique, injuste, discriminatoire et avilissant. En quelque sorte, il s'agit de la prééminence d'une logique politique qui privilégie l'escroquerie, qui encourage le recourt aux élections comme le moyen de privatiser l'état. Gagner les élections c'est avoir le droit de tourner le dos aux jeunes, aux femmes et à tout un peuple. C'est surtout exploiter des prétextes fallacieux pour tirer profit, avec les siens du mandat obtenu des urnes pour gérer la vie du pays.

Une fois les élections gagnées, le goût du pouvoir pour le pouvoir apparaît. Les discours changent. Ils prennent des tournures de plus en plus incompréhensibles pour le citoyen. Ils associent les menaces contre l'opposition politique rendue responsable du chaos, et des déclarations mensongères sur de prétendus programmes de changement, difficiles à exécuter, faute de ressources, de l'assistance de la communauté des bailleurs de fonds et d'un environnement international peu propice aux affaires. Le chef d'état, se fait appeler père de la nation. Dans la réalité, il n'avait rien de père de famille. Il masque son incompetence et son incurie et manipule toutes les autres institutions, à son seul profit. Il fabrique artificiellement une majorité présidentielle pour avoir la main mise sur l'assemblée nationale. Il contrôle les institutions judiciaires et de la communication. Il n'a plus, dans son agenda, le respect de la règle du jeu démocratique, ni le souci réel de propulser une dynamique économique durable. Sa présence et sa pression sur les grands opérateurs et sur le marché d'état, comme l'étroitesse de ses relations privilégiées avec des lobbies mafieux sont des facteurs générateurs de crimes économiques impudiques.

Le Centrafrique est alors contenu dans une logique de la privatisation de l'état. Les institutions appartiennent au chef de l'état, elles ne fonctionnent que pour lui²¹, dans ses intérêts. Ce dernier en fait ce qu'il veut. Il a choisi concrètement et malicieusement de s'éloigner du peuple. Sinon

²¹ Le cas le plus flagrant est celui de la coupure nette entre le chef de l'état et le peuple. Depuis quarante ans, aucun chef d'état n'a planifié et exécuté annuellement des visites dans les villages les plus vulnérables. Aucun n'a considéré comme urgent le processus généralisé de dégradation des villes secondaires. C'est quand, obligé de participer à l'organisation des journées onusiennes, qu'un petit budget est mis en place, qu'une clique d'acteurs détenteurs de titre de trésor est déportée sur place. En lieu et place des institutions décentralisées et des opérateurs économiques locaux, ces derniers procèdent hâtivement à des activités sommaires dont le badigeonnage à la chaux des arbres riverains de l'allée principale de la ville, le raclage de la chaussée, le pavoiement une ou deux banderoles, la préparation de discours sulfureux et lénifiant. Aucun programme pour relance économique n'est à l'ordre du jour ; l'amélioration des conditions sociales et culture n'est pensée que pour matérialiser le passage de la mission présidentielle. Celle-ci finit toujours par une très grande déception des populations hôtes.

pourquoi laisse-t-il la corruption, l'impunité ruiner le pays ? Pourquoi continue-t-il d'opter pour la navigation à vue, sans vision, sans intelligence, sans rigueur pour la protection des droits de l'homme, de l'intérêt général ? Pourquoi ne s'investit-il pas pour enrayer les pratiques abusives de la mauvaise gouvernance ? C'est la porte qui lui facilite l'accès personnel à la richesse.

Alors, le paradigme de privatisation de la gestion de l'état, des fonctions et des ressources institutionnelles, au profit d'individu, fut-il chef de l'état, ou ses sbires, a mis le pays dans un piteux état, les communautés dans la déchéance, et le citoyen dans le désespoir. Le sur pouvoir a conduit à l'enfer, et consacre la prééminence de l'autorité directe du chef de l'exécutif sur la vie des citoyens. Au lieu d'être serviteur du peuple, celui-ci se fait servir, organise la prédation à ses profits personnels et à ceux de son clan, encourage la corruption et l'impunité, et abandonne toute la frange de la société aux contingences, sans défense. La logique de l'accumulation du pouvoir, de fait, n'a pas du tout changé, depuis quarante ans. Les constitutions «démocratiques» sont restées purement et simplement des textes officiels, mais qui, en pratique, ne comptent pas.

La réalité de la politique demeure donc foncièrement étriquée et forgée sur le profit personnel. Elle est marquée par la formation de classes ou instances dont les dirigeants sont imbus à suffisance du pouvoir, mais peu soucieux²² du sort du peuple. Ces derniers profitent de leur position forte dans le sillage du père de la nation et contribuent de manière machiavélique à la dérive des situations économiques et sociales. Ils ne se préoccupent pas de l'amplification des conditions drastiques et désastreuses de la survie de leurs concitoyens. Ils ne se réfèrent à aucune valeur liée à la probité, à l'éthique, à l'équité, à la transparence et à l'intégrité. Alors, ils ne s'inquiètent pas de la dégénérescence que tous ces manquements apportent, à travers l'effritement du comportement social.

Cette manière cavalière et catastrophique de gérer le pays a systématiquement désarticulé tous les efforts menés dans le cadre du renforcement de la coopération internationale. Il a provoqué l'anéantissement de la volonté, de la confiance, de l'ardeur, et de la solidarité des partenaires. Les échecs des tentatives de réponses aux défis de la réduction de la misère, de la santé des enfants et des femmes, de l'accès à l'éducation et de la relance de croissance enfonce le clou. Le pays a perdu la dignité, l'honorabilité, l'attractivité et le leadership dans la gestion des enjeux liés aux crises et aux conflits.

La réalité est difficile à croire. Les pères de la Nation ont perdu la main et le pouvoir, dans les conditions de crise dont eux-mêmes sont les auteurs. Incapables de trouver des alternatives pour calmer les tensions, redonner confiance et l'espoir, ils jouent au feu, cherchent à se cramponner désespérément au fauteuil présidentiel qu'ils ont souillé eux-mêmes. En s'attachant à gérer le pays comme leurs maisons, et les citoyens comme leurs domestiques, ils finissent par perdre le contrôle de tout, malgré les conseils lénifiants de leurs charlatans et courtisans. Alors, l'effervescence sociale et politico-militaire les contraint à se soumettre aux dictats de médiateur, et de la communauté internationale qui, en dernier ressort, conçoit les options stratégiques de sortie de la crise, paie les pots cassés d'une crise humanitaire et exécute stratégiquement et opérationnellement toutes les options politiques.

La crise a montré les limites profondes des institutions nationales dans la recherche de la paix, l'instauration de la sécurité et les efforts pour ramener la confiance. Dans ces domaines précis, elles ne disposent d'aucune option stratégique. Elles n'assument véritablement pas le leadership

²² Des aventuriers, parce que proches du pouvoir, entrent en concurrence avec les opérateurs sur les marchés publics, n'observent ni les procédures, ni les normes, ni les standards établies. Ils narguent les responsables chargés de gérer les services publics, et dictent des dispositions officielles à prendre

des opérations. La prévention, la reconstruction post conflits, la consolidation de la paix, la réconciliation et la réintégration sont autant des préoccupations qui ne sont pas effectivement prises en charge dans le cadre d'une réponse nationale volontariste et souveraine. La situation en est encore plus criarde dans le cadre de la lutte contre la réduction de la pauvreté, où la carence de réflexion relative à la mobilisation de ressources locales est notoire, et où les thématiques du sur pouvoir avec son corolaire la mauvaise gouvernance sont tabous. Descendre en profondeur dans l'analyse causale des insuffisances afin d'établir, sans faille, les responsabilités, n'a jamais fait partie de l'exercice de l'analyse de la situation. Ceci permet d'éviter de mettre en exergue l'irresponsabilité du régime et son incurie, comme les racines profondes des tristes réalités. On comprend pourquoi, après trois générations de stratégies adoptées pour combattre la pauvreté, celle-ci s'est plutôt amplifiée. Aucune avancée transformationnelle n'a été enregistrée. Le pays est devenu à la fois une prison et une jungle où le père de la Nation, l'homme fort du pays, se sert, et veille à l'appétit de ses progénitures, sans se préoccuper des tendances lugubres de tous les indicateurs politiques, sociaux, économiques, culturels, culturels etc

Comme souligné abondamment ci-dessus, les pères de la Nation n'ont pas inscrit le combat contre la mauvaise gouvernance à leur ordre du jour. Ils sont totalement insensibles aux ravages causés par la corruption, l'impunité, le népotisme, les atteintes aux droits de l'homme. Ils prêtent aucunement l'attention aux discours et aux recommandations politiques et socio-économiques des fora politiques et les conseils des partenaires internationaux. Ils se mettent même en colère, à écouter les résolutions de l'ONU, les recommandations des ateliers et des concertations politiques de haut niveau qui les pointent du doigt par rapport au déficit criard de l'équité, de l'éthique, de la transparence et de l'intégrité etc qui rongent la société centrafricaine et qui sont les causes sérieuses du désastre. Quoi de plus normale, les pères de la Nation sont intellectuellement très limités. Dans leur culture, il n'y a ni sagesse, ni intelligence, ni honneur, mais la richesse, rien que la richesse. Alors ils se privent de la capacité à comprendre l'importance de la signification de la gouvernance et de son contenu.

La situation est encore plus grave, au niveau programmatique. Les pères de la Nation manquent de volonté, de motivation et d'engagement pour impulser et soutenir des programmes de réhabilitation socioéconomique, à l'adresse des populations affectées et vulnérables, dans les zones déshéritées. Ils abandonnent la paysannerie, la jeunesse, les groupes minoritaires, les enfants, les femmes, les artisans, les éleveurs à leur triste sort. Ils ne pensent pas à un méga projet pour apporter des réponses cohérentes et harmonisées dans cet ensemble de problématiques. Ils sont très loin de soutenir des programmes sensibles relatifs à la santé, à l'éducation, aux désarmements, à l'insertion des jeunes à travers l'offre adéquate d'emploi. Ils regardent la situation pourrir, accusent l'opposition, rendue responsable des troubles et des agitations, menacent les syndicats et ils pointent du doigt la France, la communauté internationale et les investisseurs étrangers qui boycottent le pays.

Les pères de la Nation ont, enfin, excellé dans des discours évasifs et creux, qui mettent à nu leurs mensonges, mais dont la puissance démagogique est telle qu'ils embrouillent et attirent la grande masse inculte au sein de la population. Toutefois, ils ne masquent pas des départages brutaux et extrêmement violents qui portent atteintes au droit de l'homme. Les arrestations arbitraires, les exécutions sommaires, les pillages des ressources publiques finissent par rendre visible la déficience profonde de l'autorité, qui marginalise le citoyen de la prise de décision, privilégie le dialogue avec des groupes armés non conventionnels, et curieusement leur accorde des primes. Le Centrafrique est perdu. C'est le désespoir.

Ainsi, la logique de la prédation n'ayant pas fourni des garanties solides à un pouvoir démocratique et à la bonne gouvernance est la cause de la dévastation cruelle du pays. La démocratie est mise à mal. Les institutions privatisées encouragent le principe de «à qui mieux mieux». La société est dessoudée et fondue, et la solidarité en panne. Les infrastructures de base massivement détruites ou en ruine n'insufflent plus de la dynamique économique capable de soutenir la croissance. La dégradation du cadre de vie a atteint un niveau si critique, que le citoyen ne trouve plus de repère. Le taux de mortalité a pulvérisé les records. Celui de la scolarité a atteint le niveau le plus bas jamais égalé. Il en est de même pour la capacité de l'offre d'emploi aux jeunes, victimes de l'insécurité et de la dislocation du marché de travail. Les Pères de la Nation, par leur incurie, ont facilité le développement irrésistible du processus d'appauvrissement généralisé. Incapables de puiser dans fonds ancestraux de sagesse et d'intelligence, ils ont finalement l'immoralité et l'indiscipline gagner de terrain, pour mieux se servir.

• ***L'élan de reviviscence***

La crise est une école. Ne pas capitaliser les déficiences fonctionnelles et structurelles et ne pas prendre conscience des faiblesses et des forces accumulées condamneraient au pire, ou plus encore à la pérennisation de la souffrance du peuple. Le pays n'a plus besoin de continuer à souffrir de l'inconscience et de l'escroquerie politiques. C'est pourquoi il s'avère indispensable de considérer la crise comme une grande opportunité. Elle permet une meilleure compréhension des conséquences de l'autoritarisme improductif et de la mauvaise gouvernance.

Il est clair. Aujourd'hui, les centrafricains savent une chose. De la négligence dans la manière de gérer l'insécurité, de la naïveté vis-à-vis des discours et actes politiques démagogiques, et de la résignationsont nés le chaos et la déchéance. C'est de l'insensibilité et de la non réactivité individuelle et collective face à la prédation, à l'impunité, à l'injustice, aux atteintes aux droits de l'homme que la vie de chacun et de tous est sous menace, en permanence. Ne pas avoir la volonté de refuser et de rejeter les dérapages politiques a condamné le citoyen à subir les supplices imposés par le manque de probité de ceux qui sont au poste du pilotage du navire centrafricain.

Alors, le sens patriotique et la foi en l'avenir exigent du citoyen l'éveil et la prise de responsabilité. C'est vital pour lui. Une obligation ! L'immensité des atouts dont dispose le pays, intelligemment exploitée, contribuera à sa fulgurante relève, les défis du Centrafrique n'étant pas insurmontables. Il faut très vite s'accorder sur l'éradication de tous les facteurs géniteurs de la dissolution du pays. Malheureusement le chemin est encore très loin. A titre d'exemple, au cours de la session de la mi-octobre 2014, relative à l'interpellation du gouvernement, les membres du conseil national de transition, sont tombés dans le piège de l'illogisme politique. Des déclarations à l'emporte-pièce, sans analyses, et le désistement, au dernier moment, vis-à-vis de la convocation d'un audit parlementaire mettent en relief les insuffisances de capacités des institutions de formuler des options stratégiques efficaces et sérieuses.

Le pays a donc besoin, pour sa conduite, d'un changement de paradigme. Il consiste à imprimer à la société centrafricaine, une nouvelle façon d'être et d'agir. Il faut une nouvelle logique qui éclaire le citoyen, et qui lui fait comprendre ce que le pays attend de lui. Alors, le discours des autorités de la transition doivent se démarquer des habitudes et des pratiques de l'autoritarisme et ouvrir la voie simplement à l'espoir. Les accusations fantomatiques et gratuites ne facilitent guère les possibilités de transfiguration, ni l'apprentissage de nouveaux pas de danse, et de nouveaux rythmes dans l'effort à faire. Alors, s'imposer un regard certain et rassurant vers l'avenir est la clé de l'espoir. Il nécessite une approche politique d'ouverture, d'écoute et

d'action imbue de la sagesse, de l'intelligence. La routine est disqualifiée. Le sentier battu ne doit plus être emprunté. Seul l'effort en matière de la créativité, de la ténacité et de l'action courageuse peut faire renaître le centrafricain et la centrafricaine, et les dégager de l'impasse de la géôle infernale de la haine et de la cruauté

Le cas actuel du Centrafrique n'est pas unique au monde. L'histoire en regorge pleinement. Des pays, pour sortir de conflits internes qui ne cessent de les ruiner ont décidé et changé. Ils ont laissé tomber les convictions oiseuses et aléatoires, la philosophie surréaliste et chimérique soutenant des aspirations hégémoniques stériles et des tendances autoritaires et dictatoriales. Ils ont misé sur l'éveil, la motivation et l'engagement citoyen. Au sein de la communauté, une prise de conscience de la liberté, du changement, et de l'engagement transformationnel²³, est largement suffisante pour tout mettre en branle. Alors, elle impulse une vive réaction de reviviscence qui force le citoyen à se démarquer de l'esprit étriqué de profit personnel, qui l'encourage à la solidarité nationale, et à l'investissement intelligent dans son potentiel et qui l'incite à se servir de la puissance créative, générée à partir du fonds des valeurs et de la sagesse ancestrale.

Ainsi donc, pour se donner la meilleure chance de changer, le Centrafrique a besoin de compter avec son capital humain. Le citoyen est appelé à s'attacher à des valeurs fortes porteuses de véritable changement. L'acteur politique, dans une telle perspective, doit s'efforcer à se forger un leadership transformationnel, apte à utiliser les talents de tous, à exploiter intelligemment les capacités créatives de tous, et à déployer des actions canalisées par des discours rassurants, mobilisateurs, motivants géniteurs de la confiance et de l'espoir. Une place de choix est donc accordée, dans ces conditions, à l'effort du citoyen, à sa transformation de la victime du surpouvoir et de la mauvaise gouvernance en artisan de sa propre libération. Il doit, à cet effet, assimiler des valeurs fortes, vectrices de la reconstruction personnelle, de l'identité et d'une nouvelle personnalité, nantie d'une vision, d'une mission, des principes, des valeurs et des stratégies d'action qui doivent le rendre maître et le premier décideur de la vie de la nation.

C'est une grande leçon que tous ceux²⁴ qui sont impliqués directement dans la gestion de la transition doivent tirer. Car, il n'y a pas de roue à réinventer, mais simplement l'intelligence individuelle et collective à mobiliser. Les responsables de la transition doivent moduler leurs discours, en dégageant des sons, des images, des responsabilités nouveaux, autour de la confirmation de la prééminence de l'intérêt général, de la préservation de l'unité, de la dignité et du travail. L'écoute de la population et l'effort à faire pour la mobiliser sur la base des valeurs fortes de la discipline, de l'ordre, du respect de soi et de l'autre et du sens élevé de la responsabilité devrait être la piste politique en cette période de crise. Percevoir des démons partout et ne rien faire pour les exorciser manque politiquement de la rentabilité. C'est l'incendie répandu partout. Il est si dévastateur que chaque seconde compte.

Le changement transformationnel des communautés est aussi une dimension des enjeux cardinaux de la transition. La lutte contre la vulnérabilité des populations, au sein des communautés éprouvées et la fragilité de l'état sur toute l'étendue du territoire n'est pas possible, si l'exclusion est maintenue comme un principe de la gestion politique d'un pays harassé. Redonner la confiance aux communautés et reconnaître leurs puissances, comme moteur de la normalisation de la situation, ne sont pas une parole d'évangile, à prendre ou à laisser. C'est une option à la fois tactique et stratégique. Elle est tactique parce que c'est au sein des communautés que se dissimulent les groupes armés non conventionnels, qu'ils cachent leurs butins, qu'ils préparent leurs opérations de prédation, qu'ils s'alimentent, qu'ils fêtent leur

²³ La loi de Pareto, du petit nombre qui joue le rôle de tracteurs

²⁴ Toutes les structures chargées de la transition (Présidence, gouvernement et conseil national de la transition)

réussite, qu'ils regrettent leurs échecs et qu'ils préparent les contre-attaques. C'est au sein des communautés que la souffrance fait des ravages, que l'insécurité se ressent dans la chair et fait des victimes chèrement inoubliables. Enfin, c'est encore au sein des communautés que la flamme de l'espoir brûle, fait peur et donne la migraine à la tête de l'Etat. Alors tout changement devrait avoir, comme un puissant pied d'appel, les communautés. C'est pourquoi une attention particulière est à accorder à leurs structures organisationnelles, leurs leaders, leurs organisations et leurs cultures, à la fois ciment de la solidarité et levier d'action.

Au niveau stratégique, fort de la prise de conscience de la dimension déterminante des communautés, les acteurs chargés de la direction politique, d'où qu'ils viennent, ont systématiquement opté pour leur enfermement dans la prison de l'ignorance, et leur maintien dans l'analphabétisme, en tant que puissant moyen pour éteindre et diluer leur capacité de réaction. Ils ont laissé les valeurs et les forces culturelles, héritées des ancêtres fondre, l'éducation civique se diluer, l'incivisme emporter le centrafricain et disloquer la cohésion sociale. Aujourd'hui, les communautés ont commencé à comprendre qu'elles ont été prises au piège. Elles découvrent que la grande générosité de l'Etat intégrée dans la mentalité collective n'a été et n'est qu'un leurre, une véritable supercherie pour ne pas empêcher les prédateurs de se servir. Enfin, elles sont convaincues que la misère et la souffrance sont les prix à payer, à cause de la naïveté et de la confiance aveugle aux porteurs des promesses fallacieuses et de la manipulation.

Ainsi, la déchéance qui menace d'achever le Centrafrique, a permis aux communautés de réaliser que l'état lui-même souffre encore plus, qu'il n'y a rien à attendre de lui et qu'il faudrait le sauver des mains des aventuriers. La jeunesse, fer de lancement du changement, désinformée, manipulée, jetée en désordre dans les rues et dans les quartiers pour créer le chaos, faciliter la possession illégalement du pouvoir, commence à le comprendre. Elle sent le danger d'une participation dangereuse contre les populations, au profit des acteurs politiques assoiffés du pouvoir. Des interrogations du genre, comment faire pour sortir de cette situation catastrophique, commencent à traverser les esprits et alimenter les échanges en milieu de jeunes.

Les communautés appréhendent, peu à peu, l'urgence des efforts à faire pour une sortie rapide de la crise. Elles n'ont plus besoin de discours stériles, démagogiques et désespérément médiatisés. Elles attendent des propositions capables de définir un horizon rassurant où la sécurité, la paix, et la richesse créent les meilleures conditions de vie. Elles comptent surtout sur des approches intelligentes pour que la solidarité fertile facilite la libération collective des énergies créatrices pour affronter les défis. Elles savent que le Centrafrique est envahi par des mercenaires qui veulent jouer sur des cordes sensibles du conflit interreligieux, chrétien contre musulman, afin d'avoir la caution d'une communauté internationale²⁵, fatiguée et confuse dans ce borborygme. Elles n'ignorent pas non plus que leur pays fait l'objet de harcèlement impudique en raison de ses immenses ressources. C'est pourquoi tout le travail est de leur fournir une orientation politique claire, génératrice d'une dynamique d'investissement collectif, porté vers l'urgence de la transformation de la pensée sociale, fixée sur les principes de l'entrepreneuriat social efficace et porteur du changement.

La sortie du chaos impose aussi un très grand ménage institutionnel. Celui-ci convie à la destruction d'un comportement politique qui privilégie la navigation à vue, l'esprit de privatisation des services et biens publics, de la prédation, de la corruption, de l'impunité, du

²⁵ Des musulmans centrafricains prisonniers des mercenaires ne cessent de crier leurs souffrances, de refuser leurs pressions pour la partition du pays. Mêmes, les hauts responsables de la rébellion, usés par le temps et les pressions, venant de tous côtés commencent à changer de position. Espérons qu'il ne s'agit pas de subterfuge. Ils parlent plus de l'état du Dar El kouti, ni de celui du haut oubangui et recommandent vivement le retour de la paix en Centrafrique.

népotisme autant d'héritages malheureux de la survivance de la dictature. Une véritable réforme de la mentalité est donc nécessaire. Elle doit garantir le fonctionnement institutionnel canalisé par des normes et standards de qualité²⁶. Les institutions doivent être réajustées et se conformer à une vision claire de l'avenir, catalytique et chargée d'espoir. Comme le citoyen et les communautés elles doivent s'armer d'une mission précise et des principes²⁷ qui garantissent leur accomplissement. L'accent est mis sur le respect rigoureux des valeurs²⁸ qui accordent la priorité aux droits de l'homme, à la justice sociale, à l'amélioration du capital humain prompt à investir dans son potentiel, à la protection d'un environnement général propice aux affaires et à la solidarité sociale. Ce sont là les éléments qui inspirent une dynamique vectrice du changement institutionnel durable.

En tout cas, la sortie de la crise trouve une issue durable dans un paradigme qui impulse une dynamique à trois niveaux : un capital humain qui retrouve sa dignité, le respect et qui, fort de la confiance en soi, de la foi en l'avenir se donne la chance de réussir des transformations positives qui améliorent la qualité de sa vie ; un capital social, communautaire, entreprenant grâce au soubassement des forces ancestrales profondes et d'une culture civique qui privilégie l'esprit d'initiatives collectives solidaires, la préservation de l'intérêt général, et le recours à l'intelligence, et à l'ingéniosité ; un capital institutionnel muni de tous les instruments performants de souveraineté et solidement fixé sur les principes démocratiques, de justice, de l'état de droit et des valeurs fortes de la gouvernance, qui offre des prestations de qualité à la hauteur des besoins des citoyens. Ce sont les trois équations à résoudre afin de garantir l'efficacité de réponses aux exigences de l'urgence, du relèvement et du développement.

3. Définir un chemin critique efficace et catalytique

• La justification et l'utilité d'un chemin critique

Le Centrafrique apparaît comme un vieux camion, surchargé de passagers et de vivres appartenant à un opérateur économique. Après une centaine de kilomètres de route parcourue sur sept cents, en plein nuit, il tombe brutalement en panne. C'est la panique générale, parmi les passagers. La peur de la brousse, pleine de menace, des risques élevés de l'attaque de coupeurs de route, des animaux sauvages, et même de la soif et de la faim, emballe tout le monde. Si le conducteur se laisse emporter par le vent de la panique, rien ne pourra être sauvé. En revanche, s'il adopte une réaction intelligente, prudente, déterminée, et confiante et surtout s'il se donne les moyens de mieux explorer les défaillances, les étudier et trouver des solutions appropriées, la situation sera sauvée. Le voyage reprendra de plus bel, plus serein, et satisfaisant.

Oui ! Le Centrafrique est dans la même situation. Depuis très longtemps, il souffre d'une combinaison complexe de pathologies, à l'origine d'une migraine chronique négligée et non traitée. Elles sont si corrosives qu'elles l'ont privé des capacités de réaliser les performances et les engagements²⁹ pris dans la perspective de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement³⁰. Aujourd'hui c'est le mirage. Les ambitions n'ont pas été accomplies et le

²⁶ Le fonctionnement des services publics est régi par les normes et standard internationaux des services publics (IPSAS)

²⁷ Faire de la planification stratégique une obligation, de la motivation et de l'engagement au travail dur, vite et bien une habitude, et de la prise de risque un leitmotiv

²⁸ La transparence, l'intégrité, l'éthique, l'équité, l'efficacité, la pertinence, la durabilité etc

²⁹ « Tous les habitants vivent à l'abri de la faim et de la violence, aient l'accès à l'eau potable, respirent un air salubre et offrent à leurs enfants des perspectives d'avenir ».

³⁰ OCDE (2011), Rapport 2011 sur l'engagement international dans les États fragiles : République centrafricaine, Éditions OCDE.

pays n'a pas offert à ses enfants des perspectives d'avenir, comme il avait promis en septembre 2000 à New York³¹. Pire, il a fait un grand bond en arrière³². Les réformes prévues ou mises en œuvre ont vu leurs résultats soufflés et balayés. C'est le retour à la case de départ. La crise a tout effacé, elle a accentué la souffrance, avec l'amplification des conditions d'insécurité et de la pauvreté. La nouvelle base de données mise en place par le PNUD sur la situation du pays montre à quel point celui-ci est rouillé par les conflits.

Ainsi, la crise a profondément modifié la donne. Le pays est loin de réaliser ce qu'il a promis, il lui faut repartir sur une nouvelle base, plus réaliste, plus contraignante, et plus stressante. L'impératif de l'ajustement stratégique et tactique impose : i. des réactions intelligentes rapides ; ii. des capacités techniques et professionnelles, de très hauts niveaux, performantes et mieux coordonnées ; iii. l'utilisation des outils d'analyses appropriés pour garantir l'efficacité des réponses ; iv. l'aboutissement à des résultats en termes de changement réel ; v. la participation citoyenne de qualité, performante et motivée grâce à une politique de communication sortie du sentier battu, orientée³³ pour la promotion des valeurs nationales fortes et gérées à un très haut niveau.

En attendant un nouvel accord international post 2015, l'ampleur de la catastrophe contraint le pays à l'exploration des solutions vigoureuses vis-à-vis de ses défis. Des interventions séquentielles devront être déployées, par rapport à tous les éléments de déficience évoqués ci-haut. Elles évoluent, s'ajustent et génèrent des résultats, en termes de changement, en fonction de la nature, de l'intensité, de l'étendue, de la profondeur, de l'ampleur et de l'incidence des problèmes et des avancées vers la vision. Une telle approche impose un chemin critique efficace. Celui-ci détermine les processus de la conduite du changement et met en exergue la nature, le volume et le niveau d'intensité des efforts à faire et pour éliminer les sources des tensions (situation d'urgence).

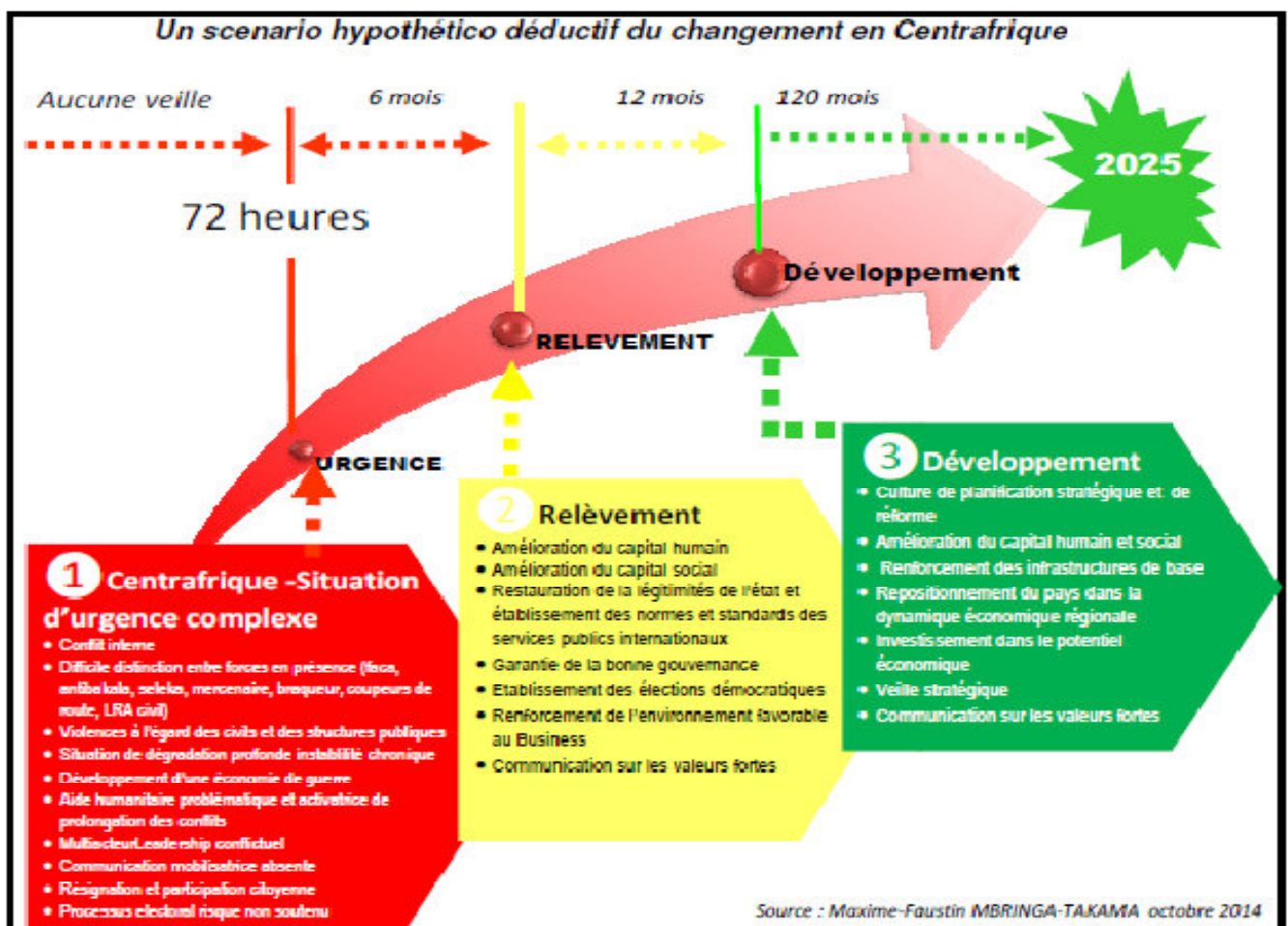
Puis des ajustements opérationnels devraient accélérer l'atteinte du niveau de la situation de départ, surtout par le rétablissement de l'autonomie des victimes et de l'ensemble de la population affectée (stabiliser les situations et relever les capacités de l'autonomisation des victimes : – individus – communautés – institutions). Enfin, concomitamment aux efforts fournis, des mesures opérationnelles pour la relance de la croissance et le renforcement de la qualité du capital humain sont enclenchées (phase du développement). Elles consistent à procéder au rattrapage du temps perdu, au recollage des fractures et au réglage de dysfonctionnements, pour faciliter l'émergence du nouveau Centrafrique. Le schéma ci-dessous résume le processus ainsi décrit.

³¹ Conférence des chefs d'état et de gouvernement (Sommet du Millénaire septembre 2000) à New York

³² Africa Info : 27 Août 2014 - Centrafrique : Un pays détruit par des conflits armés face aux OMD Pierre INZA

³³. Un plan de communication est d'une extrême importance. Il permet à la hiérarchie nationale d'aiguiser le sens patriotique, d'expliquer les raisons et l'intérêt du changement, de faire comprendre les enjeux et de donner un sens à l'effort citoyen, communautaire et politique.

- **L'image du processus de résolution de la crise**



4. La non culture de la gestion de l'urgence

- **La violence déstabilisatrice, dévastatrice, non maîtrisée**

Le Centrafrique subit une crise exceptionnelle. Ce n'est pas la première fois. Cette fois ci, l'ampleur dépasse l'entendement. Jamais tant de situation de stress n'a soufflé sur lui et révèle une profonde défaillance. Jamais des situations d'urgence n'ont atteint un tel niveau de complexité, de haute

intensité et de gravité extrême. Celles-ci, au jour le jour, s'amplifient de manière exponentielle. L'insécurité s'est généralisée, justifiée par l'anéantissement et la corrosion du système national de défense et de sécurité³⁴. Les violences, répandues sur toute l'étendue du territoire, sèment la panique et la désolation parmi la population, les structures civiles, communautaires, institutionnelles et privées. Des situations critiques explosent, la démultiplication des groupes armés, des braquages et des tueries massives, des destructions de maisons, des pillages et le désordre organisés. L'insécurité, le désordre et le chaos ont provoqué des déplacements massifs des populations et leur concentration sur de nombreux sites refuges. Confinées dans des conditions de précarité excessive, de stress et de menaces permanentes, celles-ci doivent leur survie à la solidarité humanitaire internationale, et aux contributions salutaires des églises, des temples et des mosquées.

A Bangui et sur toute l'étendue du territoire, plus de 2 millions de centrafricains sont confinés à vivre en détresse. L'oxygène, l'eau, la santé, la nourriture et l'abri, sont devenus, subitement, des ressources rares. Les capacités pour les gérer se sont considérablement altérées. Tous les systèmes de survie sont réduits en peau de chagrin. Les perspectives d'avenir sont éteintes. Une économie de rareté et de guerre s'est implantée, s'impose partout et force les plus vulnérables à ne compter que sur l'aide humanitaire³⁵ pour survivre.

• ***La difficile conceptualisation, gestion et coordination des réponses***

Face à la gravité de la situation, la réaction nationale est inexistante. Elle n'a pas enclenché un processus planifié rapide de réponse vis-à-vis de l'ampleur des dommages causés et du développement de stress. La capacité de conceptualisation et d'exécution d'un plan national de contingence³⁶ et d'urgence fait cruellement défaut. Il a fallu attendre plus de 24 mois pour qu'un programme d'urgence et de relèvement durable (PURD) soit adopté, dans des domaines³⁷ où la réactivité ne doit souffrir de retard. La gestion de stress implique la fourniture rapide de l'assistance physique, psychologique, sociale, dans une logique d'interventions rapides et le recours à la créativité et à la communication intense.

Malheureusement, l'état n'a pas le contrôle du terrain. Il n'assure pas le leadership et manque cruellement de capacité d'action. Capturer les données sur la situation des victimes, les stressés, les dommages, les pertes, les risques et les atouts existants, lui est quasiment impossible, tout comme établir la cartographie de l'ampleur et de la répartition des tendances de la vulnérabilité et des besoins urgents. Ainsi apparaissent les difficultés de suivre les tendances de l'évolution des besoins d'assistance humanitaire et de coordination des différentes interventions.

Le constat général est celui de l'attentisme et de l'absentéisme. Les structures publiques, ad hoc, chargées de la gestion et de la coordination des réponses nationales n'agissent pas faute de

³⁴ Les forces armées centrafricaines, officiellement inopérantes, les antibakala, les seleka, les mercenaires ou les islamo-guerriers sans frontière, venus du Tchad, du Nigeria, du Soudan et d'ailleurs, les braqueurs, les coupeurs de route, les anciens repris de justice libérés des prisons de Ngaragba et des autres villes etc

³⁵ L'aide humanitaire renforce la culture de dépendance déjà active.

³⁶ A défaut de plan national de contingence, ce sont les partenaires de coopération qui se dotent de cet outil pour répondre au plus urgent.

³⁷ A défaut de statistique, les victimes se comptent par centaines de milliers, les dommages et les pertes matériels s'estiment par des millions de milliards de francs cfa.

ressources. Elles n'ont ni l'expertise, ni les compétences, ni ressources, ni la culture de gestion d'urgence. Malgré les crises à répétition, elles ne perçoivent point la nécessité de prendre des mesures préventives pour parer au plus pressé et préserver la vie des populations. Leur silence, combinée à l'envolée de la rumeur, laisse les populations affectées dans l'impasse. Les services publics non préparés à gérer l'urgence sont largement dépassés et incapables de motiver les efforts des uns et des autres et de capitaliser les expériences afin de jouer sur la solidarité comme moyen de résolution des contraintes. Ils manquent de l'imagination, du sens de coordination et de la stratégie intelligente de communication. Alors ils ne peuvent pas aiguïser la sensibilité citoyenne et réveiller l'élan d'un engagement patriotique populaire fort.

Heureusement ! La situation a attiré de nombreux acteurs internationaux. Des initiatives dans le sens de la collecte et de la dissémination des informations et des réponses humanitaires sont enregistrées. Dans beaucoup de domaines humanitaires, des enquêtes, des études et des évaluations de l'impact sont conduites, et des prestations de services d'urgence fournies. Les agences du système des Nations Unies et les Organisations Non Gouvernementales publient régulièrement leurs rapports d'activités, décrivent les situations de précarité, mettent en exergue leurs efforts, attirent l'attention sur les cas de détresse et sollicitent des concours. Elles déploient sans arrêt des stratégies de mobilisation des ressources. Mais, chacune fait de son mieux, avec son propre plan dans un cadre stratégique coordonné et publie un rapport. Ainsi, à défaut de la réaction nationale, l'urgence est devenue un champ d'intervention d'une multiplicité d'acteurs, obligés de se constituer en groupes thématiques pour partager les expériences et assurer une coordination sectorielle³⁸.

En somme toute, les structures nationales ne sont pas préparées pour affronter les problèmes d'urgence. Elles ne disposent d'aucun outil, ni d'instrument, ni de stratégie préventive, encore moins de plan approprié et conforme aux standards internationaux³⁹ et dans les délais requis⁴⁰ pour décliner le plan de contingence en celui d'urgence⁴¹.

Malheureusement, cette logique n'est pas encore mise œuvre pour gérer les catastrophes d'envergure. Le gouvernement ne la perçoit pas comme telle. Même la communauté internationale a mis du temps pour réagir. L'envergure du chaos a pris des mois et de mois pour être perçue, pendant que de centaines et de centaines de milliers de centrafricains et de centrafricaines sont parqués dans les églises, les mosquées, les écoles, à proximité de l'aéroport, dispersés dans la brousse ou réfugiés dans les pays voisins. Ils doivent la survie aux contributions humanitaires des agences du système des Nations, des ONGs internationales⁴² et de la France, de l'Union Européenne, des Etats Unis, du Canada, du Japon etc.⁴³ Pendant que de jours et en l'arrière-pays se transforme en enfer, silencieux.

38 L'espace de gestion d'urgence est envahi par beaucoup d'acteurs opérants dans divers domaines militaire, humanitaire, social, communicationnel etc

39 Il a fallu la réaction d'un groupe d'ONGs internationales, qui ont interpellé le Président français François HOLLANDE pour que celui-ci prenne le relai vis-à-vis de la communauté internationale. Celle-ci a enfin décidé de réagir. Ce chemin critique doit interpeller la conscience des centrafricains.

40 UNICEF 2005 : Manuel pour la situation d'urgence sur le terrain.

41 Toute proportion gardée, la SEAL a montré comment gérer une situation d'urgence dans l'intervention américaine contre OUSSAMA Ben Laden. Sa cellule de gestion de l'urgence, composée d'une poignée de personnes de qualité, a été gérée par le Président Barack OBAMA lui-même,

42 Médecin Sans Frontières, Action contre la Faim, Comité Internationale de la Croissant Rouge, etc

43 Ban KI MOON op cit page 8

- ***L'espace politique, plus profondément affecté par des divergences que par les urgences humanitaires.***

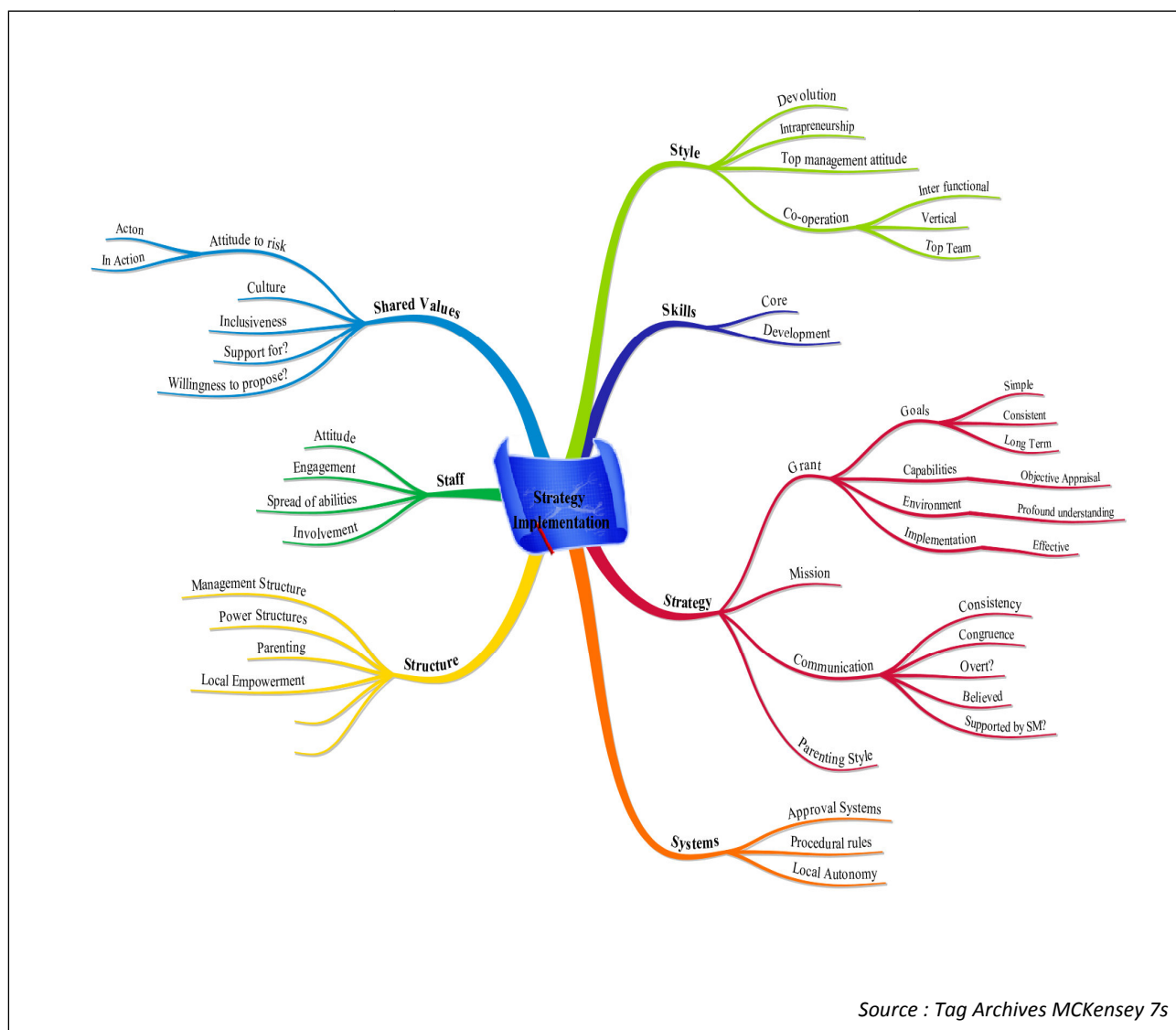
Les difficultés de la gestion de l'urgence, par les acteurs centrafricains proviennent, avant tout, de la non maîtrise d'une approche méthodologique de gestion et de mobilisation des ressources. Le déficit chronique de capacité dans ces domaines, combiné à la méfiance viscérale entre les acteurs politiques majeurs, a remis la question de l'urgence à l'arrière-plan. L'agenda politique réel est loin de s'inscrire sur les lignes stratégiques prioritaires adoptées à Libreville⁴⁴. Très méfiants, les uns envers les autres, les acteurs politiques se préoccupent plus de leur existence et position au sein du gouvernement que celles-ci.

L'espace politique profondément affecté est en permanence sous tension. Il est ballotté par des divergences, inutiles et dilatoires, et ne parvient pas à offrir l'occasion d'ouvrir un chapitre sur l'impératif d'aborder les questions relatives à la précarité des conditions dans lesquelles vivent un peu plus de deux millions de centrafricains. Il ne distingue pas le respect, ni la protection de la vie, parmi les priorités des priorités. En revanche, il met à nu les difficultés des acteurs politiques à surpasser les ambitions personnelles, à éteindre les calculs d'intérêt et les transactions spéculatives.

Tel que configuré, l'espace politique transitionnel, bâti sur la décomposition des ressources culturelles traditionnelles est muet et incapable d'exprimer ses perspectives. Peut-être, joue-t-il au pourrissement. Les débats politiques sont confus, animés plus autour des critiques acerbes et des digressions dilatoires que sur des propositions stratégiques susceptibles de faire sortir le citoyen et les communautés du naufrage.

⁴⁴ Certains tablent sur la caducité de l'accord de Libreville. Malheureusement les points cardinaux qu'il soulève restent brûlants

La réponse à l'urgence telle que contenue dans le PURD⁴⁵ n'est pas formellement architecturée sur la base d'une analyse appropriée et rapide. La compréhension de la situation est difficile. Les profils



Source : Tag Archives MCKensey 7s

des défis à relever ne sont pas clairement identifiés. Les diagrammes⁴⁶, les bases de données⁴⁷, la cartographie de la vulnérabilité, la carte mentale, comme celle à la page suivante, et le cadre logique⁴⁸ ne sont pas exploités. Le manque de capacité à utiliser un puissant arsenal technique, ne facilite pas la visualisation objective des situations de la fragilité, de leurs causes, de leurs relations par rapport aux priorités contenues dans l'accord de Libreville et de celles de Brazzaville. Cette insuffisance méthodologique justifie le manque d'un plan national d'urgence, qui devrait faciliter la coordination effective et efficace des interventions nationales et internationales.

En dépit de la pression de la situation catastrophique, aucune idée de gérer l'urgence ne transparait. Comment œuvrer pour l'anormalisation et la stabilisation de la situation du pays si les priorités ne

⁴⁵ Programme d'Urgence, de Relèvement et du Développement 2014-2016. C'est la stratégie globale du Gouvernement de sortie de la crise.

⁴⁶ Il facilite l'identification de la pertinence du problème et de ses causes (arbre à problème), le met en relation dans son environnement (diagramme d'Ishikawa)

⁴⁷ A l'absence d'un système national de base donnée nationale sur la prévention, les contingences et la vulnérabilité, beaucoup de partenaire ont conçu et mis à disposition de bases de données. Malheureusement, ce sont de outils qui sont sous utilisés

⁴⁸ 7s Mckensey est une approche élaborée qui prend en compte les défaillances dans 7 domaines clés (structures, stratégies, systèmes, compétences, capital humain, la culture organisationnelle et la vision partagé)

sont pas identifiées, ni sélectionnées pour être exécutées? Cette question a tout son sens, en raison de l'ignorance totale de l'état réel de la vulnérabilité, des besoins à satisfaire, des atouts et des déficits à corriger dans un laps de temps déterminé. L'opacité ne permet pas d'assurer une division adéquate des tâches entre tous les acteurs au plan individuel (citoyen), communautaire (autorités locales et leaders d'opinion) et institutionnel (décideurs). Le présent dispositif rend difficile l'intégration coordonnée et plus efficace des interventions. S'il existe réellement une cellule nationale chargée de l'urgence, elle ne pourrait rien faire dans les conditions de carence de capacité de planification au niveau local et national⁴⁹, à la hauteur des attentes. Elle laisse alors les champs libres à la fourniture de l'assistance humanitaire et du désarmement à la communauté internationale.

L'absence de leadership national dans le domaine de l'urgence est l'expression d'un manque de culture en la matière. Elle traduit l'aptitude d'une société qui ne sait pas regarder vers l'avenir, ni intercepter les risques potentiels, ni les gérer, ni les prévenir. Dans ces conditions, la société centrafricaine, est profondément fataliste, résignée et éternelle assistée. Elle ne comprend pas que tout dépend elle, la gestion de ses problèmes, la recherche ingénieuse des solutions et les leçons apprises pour constituer des fonds communautaires de connaissances.

Dans l'espace politique agité et focalisé sur des intérêts divergents, fortement marqué par la prééminence de la recherche du pouvoir, c'est la recherche de la conciliation des vues des acteurs antagonistes qui prime. La priorité n'est donc pas de pouvoir courir vers des médiateurs pour qu'ils insufflent des agendas politiques, qu'ils calment des belligérants par un arbitrage juste du partage du pouvoir. Elle consiste à procéder à des analyses collectives des abus et des incuries de la gestion politique et de trouver des alternatives appropriées : notamment la définition participative d'un cadre national pour l'avenir serein et porteur d'espoir et de richesses.

- ***Des expériences de gestion des urgences non capitalisées.***

Un véritable plan national d'urgence fait donc défaut. Les villages, les quartiers, les communes, les préfectures, n'ont aucune initiative planifiée des réponses aux défis. Les zones les plus durement affectées bénéficient des interventions, ponctuelles, avec un faible niveau de suivi. Dans la plupart des cas, les réponses sont sectaires, isolées les unes des autres, généralement conduites par des acteurs internationaux, et quelques structures nationales de la société civile. Elles font l'objet de rapports, qui, très souvent, ne sont ni capitalisés, ni exploités, ni disséminés pour servir de leçon.

A défaut, d'un plan national d'urgence, il est difficile de disposer d'une image exhaustive de la situation d'urgence, couvrant toute l'étendue du territoire. Ceci limite considérablement l'opportunité de suivre les tendances de l'évolution des situations de vulnérabilité dans l'espace et dans le temps. Il n'y a point d'initiatives dans le sens. La visualisation de l'état de la dégradation et des changements manifestes sur l'évolution des conditions de vie des populations est quasiment impossible, sauf dans les zones couvertes par des interventions opérationnelles internationales.

Ces conditions n'offrent guère l'opportunité de conduire un processus de l'évaluation des incidences des opérations d'urgence. Elles rendent, quasiment impossible, la perception des mutations, des tendances des pressions et de l'émergence de nouvelles tensions générées par des débordements politiques, ainsi que par la fracture et par l'amplification de la dislocation de la cohésion sociale. L'absence des données n'est pas de nature à faciliter la gestion de l'urgence, ni à assurer le contrôle des informations. Elle laisse libre court aux rumeurs et à la désinformation qui

⁴⁹ La stratégie de mobilisation des ressources locales étant inexistante, le traitement de la question de mobilisation des ressources locales n'a jamais été systématique. Les acteurs ne cherchent pas à comprendre l'impératif de d'explorer les ressources et atouts locaux avant de solliciter des appuis extérieurs. Ainsi la carence d'un mécanisme de coordination de la mobilisation de ressources a conduit à une intervention éparse des acteurs. Chacun se donne une zone, une thématique, une cible. Les résultats sont difficiles à apprécier et à comptabiliser.

constituent des sources des tensions dangereuses, et qui provoquent, de temps à autres, des débordements et des dérapages meurtriers.

La gestion de l'urgence est étroitement liée aux besoins d'informations et de communication fiables. L'absence du plan de communication, dans la situation actuelle, est génératrice de tensions. Un aucun état des lieux n'est publié, jusqu'à présent, par les responsables de la transition. Combien de morts, de blessés, de malades, de sans abri, d'écoles fermées, et où ? Sont autant d'indications qui pourraient canaliser les esprits et les consciences. Leur déficit est à l'origine de la prolifération des interprétations, et des supputations les plus sordides, récupérées à des fins de spéculations politiques. Ceci ne va pas sans empoisonner l'atmosphère sociale⁵⁰, entretenir les tensions, plonger l'opinion publique dans une confuse et interminable suspicion et polariser la population sur autre chose que sur l'urgence de sortir de la situation catastrophique. Ainsi la pratique abusive de la dangereuse manipulation des informations ne cesse de faire des victimes et cultiver la haine inter et intracommunautaire. Elle continue d'entretenir des comportements belliqueux, des ambitions de la partition territoriale, et des propensions affairistes au détriment des intérêts populaires. Dans un cas comme dans l'autre, des agresseurs impitoyables⁵¹ profitent de la situation pour exercer leurs sales besognes : tuer et piller. Ils ne cessent de prendre en otage, de braquer, de violer, d'arnaquer, de prélever des taxes circulation et d'imposer d'autres contraintes aux pauvres citoyens.

Les institutions de la transition ont la tâche difficile, sont dépassées et incapables de rendre visible l'état des lieux, de communiquer l'information fiable sur les tendances de l'évolution des situations.

5. Les difficultés du relèvement

- ***Des dérapages dilatoires.***

Le mandat de la transition tel que libellé à Libreville et renforcé à Brazzaville pourrait être reformulé en résultats comme suit : d'ici février 2015, les groupes armés non conventionnels et les populations civiles sont désarmés ; les populations vulnérables, très affectées par le conflit bénéficient de l'assistance humanitaire et retrouvent la sécurité et la stabilité ; la légitimité et l'autorité de l'état sont rétablies sur toute l'étendue du territoire national ; et les élections démocratiques, libres et justes sont organisées.

En réalité, c'est la substance même de la lettre mission donnée aux instances de la transition : la présidence de la république, le gouvernement de la transition et le conseil national de la transition. Elle n'exclut pas le citoyen et les communautés. Tout le monde est convié à y contribuer, à s'engager à son exécution et à avoir hâte d'apprécier les résultats.

Les options stratégiques ainsi définies couvrent à la fois l'urgence et une grande partie du processus de relèvement. Malheureusement, comme à l'accoutumée, les premiers dérapages ont été rapidement constatés. Les institutions de la transition⁵² ont une lecture totalement déviée de cette lettre de mission. Elles n'ont pas inscrit les quatre points dans l'agenda officiel et ont privilégié, dans la mise en place du gouvernement de la transition, plus la satisfaction des intérêts catégoriels divergents que ceux de la nation en danger. En voulant satisfaire les caprices de toutes les sensibilités grimaçantes, elles ont dérapé. Elles n'ont pas mis en avant la responsabilité d'une cellule dont leadership

⁵⁰ La tension politique est rapidement déclarée à tort un conflit religieux

⁵¹ Les centrafricains interrogés sont unanimes à exprimer leur étonnement et leurs grandes déceptions vis-à-vis du comportement belliqueux de certaines catégories de ressortissants tchadiens et soudanais, qui sous l'effet des stupéfiants rendent la vie difficile même à leurs congénères.

⁵² Il a fallu des jours et des jours, et des consultations tous azimuts, sous prétexte de la constitution d'un gouvernement d'union nationale qui regroupe toutes les sensibilités politiques.

transformationnel, l'ingéniosité, le courage et la détermination pourraient contribuer à l'atteinte des résultats à la hauteur des attentes. Alors, elles sont tombées dans le grand piège de la manipulation et de la transaction politiques. Les partis politiques, les groupes armés non conventionnels, la société civile, les amis, les courtisans, les parents, chacun estime que l'heure est venue d'emporter sa part du gâteau. Des débats, des discussions de sourds et des négociations spéculatives se configurent autour de la participation au gouvernement. Dans la confusion inextricable, aucune vision, aucun programme, aucune proposition sur comment mettre en place un agenda claire et compréhensible de la transition ne transparait. Pire des chantages, encore des chantages sur le partage du pouvoir entre chrétiens autochtones et musulmans dont la grande majorité sont d'originaires étrangères, alliés aux mercenaires pour imposer l'avènement de charia en Centrafrique par des expéditions punitives.

Les tensions entretenues ont remis, aux calendes grecques, les questions stratégiques soulevées lors des concertations de Libreville. L'urgence, le relèvement, et le développement ne sont des références opérationnelles. Elles sont remplacées par la mise en œuvre des accords de cessation des hostilités, la tenue d'un dialogue inclusif et le meilleur partage des postes gouvernementaux. Les morts ne comptent encore, ainsi que les dommages et les pertes. Et le feu continue de brûler dans les cœurs et les esprits, et les questions de partage de postes, d'entretenir des fractures politiques artificielles, et de diviser.

En attendant, le bateau a chaviré, il est entraîné de rouiller sous l'eau du fleuve Oubangui. Il y a emporté tout le monde : le citoyen, les communautés, les institutions nationales, les médiateurs et la communauté internationale. Les institutions de la transition sont vivement interpellées. Elles se doivent de puiser dans leur génie, leur intelligence, et leurs compétences nationales pour inventer des alternatives, originales et collectives. Elles doivent surtout être vivantes, savoir parer les discours des va-t'en guerre, des politiciens, spéculateurs et assoiffés du pouvoir, et la classe politique médusée. Les questions de primauté chrétienne ou musulmane, du prélèvement illégal des pierres précieuses et d'autres de ressources à haute valeur ajoutée et des faits divers préoccupent. Il y a aussi l'éternelle de besoin de paiement de salaire. Le détournement systématique des indemnités des autorités locales, chefs de villages, de quartiers et maires de commune et l'insensibilité à l'impératif de relever les populations du chaos ne sont nulle part inscrits dans les agendas politiques.

Le sort du peuple centrafricain dépend alors d'un banal jeu de carte. Sa vie ne compte pas, sa souffrance non plus. Elle est très loin de préoccuper des spéculateurs et des marchands politiques, à la sauvette, d'origine floue, et détenteurs de nationalités multiples. Une chose est sûre, la compétition politique illégale est rude. Elle n'est inscrite ni dans le cadre de l'urgence, ni dans celui du relèvement, quand la validation arrive tardivement le programme d'urgence et de relèvement durable 2014-2016. Son processus a été conduit dans un climat politiquement agité, empoisonné par des diverses ambitions. L'analyse restée générale fournit les profils de la vulnérabilité qui n'offrent guère la lumière sur les situations spécifiques à chaque région. Les aspirations régionales ne sont pas visibles. Encore une fois les communautés n'ont point été consultées. Les réalités dans les communes et les entités sous préfectorales et préfectorales ne sont pas perceptibles. Encore une fois, la logique de décentralisation et le principe de participation font cruellement défaut. Les initiatives ainsi proposées pour le relèvement occultent les possibilités de mobiliser des efforts au niveau local, communal, préfectoral et national. Elles sont fondamentalement focalisées sur la mobilisation des ressources extérieures, sans les efforts responsables de contreparties nationales. Elles n'ont pas insisté sur les conditions préalables pour le relèvement, notamment l'éradication radicale du surpouvoir, l'assainissement d'un espace politique effectivement démocratique et l'instauration de la logique de changement politique, économique, social et culturel. Le programme n'aborde pas les défis comme des réalités complexes et inter reliées

Enfin, le bilan sommaire de la transition par rapport à la réalisation des accords de Libreville et de Brazzaville laisse perplexe. Les avancées sécuritaires sont notables grâce à la forte implication des forces internationales. Bien sûr, la vie revient peu à peu, par endroits, dans quelques les villes. C'est l'œuvre exclusive de la communauté internationale. Toutefois, la fracture reste largement béante. La méfiance, la peur et le désespoir sont loin de créer les conditions du relèvement. L'ambiance, dans l'espace politique, demeure comme sur un plateau théâtral, où est inscrit sur le présentoir « le divertissement de mauvais goûts ».

- ***La nécessité de réajuster l'approche du relèvement***

En dépit de toutes ces contraintes négatives, il y a pourtant de grandes opportunités. Il n'est point question de réinventer la roue, mais de les saisir pour ouvrir une large perspective d'actions, en changeant de logique, celle qui consiste à refonder le Centrafrique. Face à l'ampleur de la destruction, le choix est de repenser autrement la façon d'être et d'agir. Il apparaît alors indéniable de retrouver la foi en soi et de faire preuve d'ingéniosité dans la reconstruction de nouvelles bases de la gestion politique du pays. La volonté et la détermination de bâtir un avenir commun radieux s'imposent comme une option sérieuse.

C'est le prix très fort à payer. Mais, à prime abord, la démarcation de la croyance pathologique à la fatalité, et la reprise en main des initiatives doivent lever les coercitions de l'autoritarisme et de la mauvaise gouvernance. Ce qui impose des règles du jeu politique conforme aux exigences et principes rigoureux d'un état de droit et de la justice équitable. Autant d'éléments qui mettent la personne humaine à l'abri de la précarité.

Dans cette optique, les acteurs politiques, et toute la société civile doivent s'investir pour soigner le pays d'une céphalée chronique qu'il traîne durant plus d'un demi-siècle. Oui ! Le Centrafrique a mal à la tête. Il a besoin d'une thérapie d'attaque appropriée. Celle qui nettoie et purifie l'espace politique des aventuriers et des chercheurs d'or et de diamant. Il s'agit, par respect de la rigueur et de l'éthique disqualifier ceux des acteurs douteux et incompetents qui n'inspirent pas la confiance.

Des pistes, pour réaliser le relèvement, existent déjà. Elles sont toutes tracées, et ce, depuis longtemps. Plusieurs approches ont été construites et testées pour répondre aux défis de la fragilité. Elles se distinguent par leur pertinence, leur qualité et leur puissance. En 2007, le Comité Interministériel de la Coopération Internationale et du Développement (France)⁵³ a fourni une ligne directrice d'actions possibles pour relever, les Etats, comme le Centrafrique, de la fragilité. Il a fourni des options stratégiques à déployer dans le cadre d'un partenariat élargi. En 2008-2009, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE)⁵⁴ a formulé des principes d'engagement international des Etats fragiles et en situation de précarité. Le Centrafrique y a adhéré et, en 2009, a fait son premier rapport sur le bilan de la mise en œuvre des principes.

A l'occasion de la crise actuelle, la Banque Africaine de Développement⁵⁵, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire Internationale et d'autres partenaires, ont, chacun, suspendu leur programme normal de coopération et revu la stratégie de solidarité avec le Centrafrique. Des outils et approche globale flexible, étroitement liés aux conditions infernales d'instabilité et d'insécurité ont été proposés. C'est

⁵³ OCDE 2010 : Rapport sur le suivi des principes d'engagement international dans les états fragiles et les situations précaires

⁵⁴ CICID

⁵⁵ Banque Africaine de Développement 2014 : Document d'assistance intérimaire à la transition 2014 -2016

pour dire que la situation catastrophique du Centrafrique n'a jamais été inaperçue. Elle fait déjà l'objet d'inquiétude et de préoccupation de longues dates.

En effet, les partenaires bilatéraux et multilatéraux ont perçu, avec beaucoup de lucidité, l'impératif d'assister le pays à se relever de la succession de crises politico-militaires, économiques, sociales et culturelles. Ils ont soutenu techniquement et financièrement des exercices d'évaluation. Les rapports sont accablants. Ils mettent en avant les mauvaises politiques qui ont entraîné la dégradation générale de la situation du pays. Ils soulignent aussi la cruauté des régimes qui manquent de sentiment de solidarité vis-à-vis des populations, notamment celles des campagnes, les plus pauvres, les plus désespérées et exclues de la dynamique de développement. Enfin, ils concluent, de manière constante, en soulignant l'ampleur de la cupidité, du détournement, de vol, de la corruption et de l'impunité qui ruinent toutes possibilités de croissance et de l'impulsion sociale vers le mieux-être.

Les rapports ont aussi établi le profil désastreux du Centrafrique et souligné la nécessité d'un front solide et efficace contre la mauvaise gouvernance et le manque du respect effectif du jeu démocratique. En effet, le profil est celui-ci d'un état en pleine décomposition générale, soumis aux effets corrosifs de l'autoritarisme précaire et inintelligent et de la mauvaise gouvernance.

La grille d'observation⁵⁶, à la page suivante, décrit de manière exhaustive, d'une part, la profondeur et l'ampleur critique et dramatique de la dégradation et d'autre part l'étendue et la complexité des défis et des enjeux du processus de relèvement.

En 2009, le Centrafrique a établi un rapport sur son état de fragilité. Il a mis en exergue les ravages subis, conséquences de l'autoritarisme sauvage, à l'origine du dysfonctionnement institutionnel, de la consolidation l'exclusion, de la perte du sens de la solidarité nationale. Il n'a pas manqué aussi de montré le cas d'altération psychosociologique du citoyen, déshumanisé, dépersonnalisé, perdu, et sans espoir de se relever un jour. Toutefois le rapport a donné des pistes structurées autour d'un cadre logique approprié. Il trace le chemin à prendre par les différents intervenants nationaux et internationaux, dans le cadre d'une coopération efficace.

Chemin s'articule autour de 10 principes, qui se présentent comme le socle de stratégie pour relever le pays de la fragilité. Des actions pertinentes à entreprendre pour que le relèvement soit effectif⁵⁷, ont été identifiées. Elles proposent la mobilisation de l'effort combiné du citoyen, de la communauté et des institutions politiques, administratives et économiques, avec l'appui de la communauté internationale.

Encore aujourd'hui, ces principes sont d'actualité. Ils reconfirment le processus de relèvement et la nécessité de la réactualisation et du renforcement des indicateurs, des données de base, des cibles. Bien évidemment, la répartition des actions et des responsabilités, sans oublier la mobilisation des ressources, dans le cadre de la transition a besoin d'être précisée. Il est à noter que les aspects de la fragilité du pays reconnus en 2007 et confirmés en 2009 persistent toujours. Ils se sont, sûrement, amplifiés. Tant au niveau des individus, des communautés que des institutions, la vulnérabilité est encore plus prononcée. Des zones d'exclusion se sont étendues, sur tout le territoire ravagé soit par les conflits, soit par pur abandon.

Ainsi il convient de souligner que le relèvement n'est possible que dans une perspective de réforme. Dans la situation actuelle où les institutions sont affectées par de lourdes et indélébiles pesanteurs, le

⁵⁶CICID

⁵⁷OCDE op.cit page 16

relèvement comporte beaucoup des risques, tant la méfiance et l'échec des politiques entretiennent le découragement. Il faut, au préalable, réparer la culture institutionnelle, la rendre plus serviable, humaine et citoyenne. La tâche consiste à procéder aux réajustements structurels, stratégiques et systémiques conformément aux normes et standards de qualité. Améliorer le capital humain afin qu'il se réfère aux valeurs de la gouvernance, de l'état de droit, de la justice équitable et de l'autonomie et de l'ingéniosité. L'enjeu est de taille. Il s'agit de dégager le citoyen du banc d'observateur/spectateur, le mettre sur la scène publique en tant acteur responsable et intelligent. Pareillement, les communautés paysannes et urbaines devraient quitter la culture de la résilience pour être des entrepreneures responsables.

Tableau : Profil de la fragilité (source CICID 2007)

Catégories	Indices
DEFAILLANCE DE L'ETAT DE DROIT	<ul style="list-style-type: none"> • Impunité et absence de sanction en cas de violation de la loi • Non-exécution des décisions de justice • Incohérence des cadres législatifs • Abus du pouvoir des fonctionnaires (mal ou non payés) • Non-respect des principes du droit international (recours à la force, droit de l'homme)
ETAT IMPUISSANT	<ul style="list-style-type: none"> • Absence du contrôle effectif du territoire (absence ou inefficacité des forces armées et de la police, pillage des ressources, trafic d'armes) • Absence de fourniture des services de base (Faiblesse de l'administration) • Armée peu ou pas contrôlée par le pouvoir civil • Incapacité à payer régulièrement les fonctionnaires • Incapacité à mobiliser les ressources internes suffisantes (défaillance du système de recouvrement des taxes et du circuit des dépenses) • Difficulté à absorber de façon efficace l'aide internationale • Faible contrôle de l'aide internationale (risque de détournement)
ETAT ILLEGITIME ET NON REPRESENTATIF	<ul style="list-style-type: none"> • Confiscation du pouvoir (processus de sélection des dirigeants contesté) • Absence de contrôle démocratique et de contre-pouvoir • Corruption des dirigeants • Absence d'intérêt général (absence d'esprit du service public et du souci de bien commun ; exacerbation des communautés) • Non-respect des libertés publiques (droits des minorités, Droit de l'homme)
ECONOMIE DEFAILLANTE	<ul style="list-style-type: none"> • Pauvreté forte et durable • Chômage et sous emploi généralisée • Inflation et déficit budgétaire non maîtrisés • Part importante de l'économie informelle • Croissance économique tendancielle faible et instable • Economie très dépendante de l'exportation des matières premières • Poids de la dette (accumulation des arriérés) • Incapacité à attirer des investisseurs privés
SOCIETE FRAGILIEE	<ul style="list-style-type: none"> • Rupture du contrat /Lien social (faiblesse de la société civile, absence de projet partagé de construction nationale) • Marginalisation des populations, (les plus pauvres, les plus vulnérables) • Faible taux d'éducation et de formation • Tensions ethniques et sociales (fortes et récurrentes) • Fuite de cerveaux
ENVIRONNEMENT DEFAVORBLE	<ul style="list-style-type: none"> • Vulnérabilité naturelle (régions sismiques, criquets) • Chocs exogènes • Conflit dans les pays voisins et éventuellement excursion armée • Activités illicites (trafic d'armes, de personnes, contrebande, piraterie, trafic de drogue) • Terrorisme

- **Présence de combattants** (*étrangers sur le territoire national*)
- **Recrutement forcé** *dans les armées de pays voisins*
- **Migrations incontrôlées et afflux des réfugiés**
- **Contestation violente du pouvoir** *par l'opposition émigrée/immigrée*

A cette étape si complexe et difficile, le gouvernement de la transition propose la relance de la croissance. Malheureusement, les conditions préalables ne sont pas encore réunies. Le pays tient à fil, avec une économie profondément sinistrée et malade. Dans la situation de la dégradation générale du pays, le relèvement requiert avant tout à : i. la restauration des bases solides de la sécurité et de la paix ; ii, l'assainissement et le renforcement de l'exercice du jeu démocratique, dans lequel, le citoyen a la possibilité de réaliser ses aspirations selon les normes, admises en commun ; où les communautés participent aux prises effectives de décisions qui concernent leur vie, et se mobilisent pour nettoyer l'espace politique des escrocs, des maraudeurs, des charlatans politiques ; iii enfin, où les institutions, pour garantir leur bon fonctionnement dans l'intérêt du citoyen adoptent les valeurs de la gouvernance qui constituent les piliers de l'état de droit ; l'équité, l'intégrité, de transparente, le devoir de rendre compte.

6. Comment relancer la dynamique du développement quand le feu n'est encore éteint ?

- ***Des préalables inconditionnels***

Le Centrafrique, terrain de prédation et de bataille infernale et interminable pour le pouvoir est finalement asphyxié. Des forces négatives se sont emparées de l'environnement politique. Par manque de volonté et d'incapacité à s'investir pour le bonheur de tous, elles ont fini par tout détruire et par souffler un puissant vent de déséconomie. Elles ont tracé, plutôt, la voie à la haine intercommunautaire, interethnique et interreligieuse et porté l'injustice à un niveau tel que le quotidien du centrafricain et de la centrafricaine est fortement affecté par des crimes individuels, et de masse, des crimes contre l'état, des crimes de guerre, combinés avec des crimes contre l'humanité. Des individus, au pouvoir, leurs courtisans, leurs clans et leurs complices, font et imposent leur loi et jouissent de la liberté d'agir contre l'intérêt général et du privilège de se servir et de satisfaire leurs propres aspirations. Ils sont impunis. En face, dans le silence, le peuple se meurt. La faim, la soif, la maladie, l'ignorance le harcèlent et le forcent à disparaître, à petit feu. La mort est son lot journalier et le met, le dos au mur, dans le néant, et un trou sans fond.

A écouter, les rues, les quartiers et les villages, on découvre les centrafricains et les centrafricaines lassés de souffrir et de supporter le désespoir. Dans leur regard, hanté jour et nuit, par la peur et par les menaces, le désarroi occupe la place. L'usure, l'asphyxie, l'amaigrissement, l'appauvrissement sont profonds et portent la marque de la pesanteur d'une politique économique de prédation et de guerre. A cet aspect, personne n'y accorde l'attention, même pas les agitateurs qui crient et qui critiquent sans proposer des alternatives compatissantes, peu sensibles au sort de la population. L'économie rurale s'est effondrée, les possibilités de relance sont compromises par l'absence d'opérateurs ingénieux capable de prendre des risques, la dégradation de l'état des infrastructures et l'insécurité quand les coupeurs de route écument les brousses.

Le chemin du développement est complexe et compliqué. Des années de mauvaises politiques macroéconomiques ont conduit à des contraintes très nocives à une dynamique de croissance soutenue. Des options stratégiques élaborées dans la cécité totale ont montré leur inefficacité. N'ayant jamais de vision commune partagée à long terme, le pays a navigué dans les nuages. La logique économique du court terme l'a conduit nulle part, sans effort pour l'amélioration d'un capital humain. Les paysans, les artisans, les pêcheurs, les commerçants, les jeunes chercheurs d'emploi sont des laissés pour compte. Des villages et des villes également n'ont jamais bénéficié de mesures ni viabilisation, ni de modernisation. Plus de cinquante ans après l'indépendance, le paysan centrafricain n'a pas le droit d'accéder à l'électricité, contraint de survivre dans l'obscurité totale et dans l'ignorance. Plus de vingt ans après l'apparition de la technologie de l'information et de communication, aucune école villageoise n'est connectée au réseau internet. Les populations rurales sont exclues des possibilités d'accès aux prestations de services publics conformes aux normes et standards. Elles sont ravagées par la maladie, l'ignorance et la pauvreté. Elles ont perdu leur capacité de production de la richesse. Elles ont perdu leur cadre de références morales, négligé de valoriser leur potentiel culturel, ainsi que leurs fonds de la résilience et de la sagesse ancestrale. Elles sont assommées par la pression d'une logique religieuse et spirituelle privilégiant le culte de la soumission⁵⁸ et de la résignation. Ainsi des réflexes individuels et collectifs nocifs à l'effort au travail, à l'autonomisation, et à la solidarité citoyenne s'emparent de la mentalité. Ils ont imposé l'esprit de la dépendance, de la mendicité, de l'assistanat et de la croyance forte à la générosité de l'état et des autres.

Ainsi, est née et a évolué une société centrafricaine complètement perdue, dépourvue de la foi en elle, du culte de l'effort au travail, du sens de sa mission et de la capacité à s'investir pour faire bouger les choses positivement. Elle fait le lit au laisser aller, à la routine, à la soumission inexplicable⁵⁹, même quand la situation de détérioration extrême exige des réactions vigoureuses. Ces conditions de très grande faiblesse du capital humain, social et institutionnel pénalisent toute initiative visant à soutenir une dynamique sérieuse et efficace de développement.

Comment, avec tant de déficits, relancer les bases d'une croissance économique et assurer un développement durable ? Le processus de déséconomie et de déconstruction nationale est si profond qu'il est urgent de reconsidérer impérativement, l'ampleur de la destruction des infrastructures de base, des appareils de production, et des circuits économiques affectés par l'insécurité. Il est vital de tenir compte de l'assèchement total des situations des paysans, des éleveurs, des artisans, des entrepreneurs. Ceux-ci n'ont ni les forces morales, matérielles, financières, ni la volonté, ni le courage, ni les capacités d'actions pour réaliser leurs aspirations. Ils n'ont pas la puissance indispensable à une dynamique de croissance soutenue. C'est ce qui justifie les tendances régressives du PIB, des années durant.

Malheureusement, ni les autorités, ni les acteurs politiques ne s'en émeuvent. Les réactions nationales intelligentes et vigoureuses font cruellement défaut. Même soumises aux pressions des partenaires financiers internationaux, elles manquent de volonté et de capacités pour conduire les réformes. La Banque mondiale, le FMI etc n'ont jamais cessé de tirer des sonnettes d'alarme, de proposer des ajustements, de suggérer des facilités macroéconomiques. Ils ont attiré l'attention sur des dérapages liés à la prédation systématique et à l'indiscipline dans la gestion financière et comptable de l'état, dans les marchés publics. Leurs contributions techniques et

⁵⁸ Message (1921) du Roi des Belges Léopold 2 aux missionnaires belges au Congo.

⁵⁹ Chercher à manger sur le dos des autres, c'est le mot d'ordre

financières relatives à la réalisation des réformes sont loin d'être prises au sérieux pour avoir les effets attendus. Les dispositifs et mécanismes de contrôle et de suivi de l'exécution des réformes n'ont pas suffi pour inverser les tendances régressives. Alors, envisager la relance de la croissance dans un contexte transitionnel si difficile et non maîtrisé consisterait à faire des efforts exceptionnels de réformes dans tous les domaines.

Ainsi, relancer le développement dans de pareilles conditions équivaldrait à changer de paradigme. Il s'agit de rebâtir une approche plus intelligente qui motive les entrepreneurs, qui leur donne les capacités de produire en quantité et qualité et de soutenir l'exportation en mettant en avant les valeurs ajoutées de leurs produits. Cette option exige une puissante et ingénieuse expertise nationale, ainsi qu'une masse critique de compétences avérées et des forces de créativité.

C'est pourquoi la transformation du centrafricain et de la centrafricaine en un agent économique efficace et muni d'une mentalité d'affaire fait partie des exigences du moment. En tant que consommateurs ou entrepreneurs, ils doivent accorder à la production nationale toute l'attention sur la qualité et l'assurance de la compétitivité. Le recours aux résiliences profondes, à la créativité, à la valorisation des ressources à haute valeur ajoutées disponibles pourrait être le levier pour la relance économique et la construction d'un avenir porteur de l'espoir.

Cet effort de transformation n'est possible que dans le cadre d'un assainissement institutionnel en profondeur, d'un cadrage macroéconomique pertinent et d'un environnement propice aux affaires. Des réformes vigoureuses sont alors obligatoires, pour améliorer les prestations des services financiers publics, porter leur performance au niveau des normes et standards requis, afin de répondre aux besoins de la société centrafricaine. Des mesures préalables courageuses doivent être prises, pour éliminer radicalement la pratique de la mauvaise gouvernance et de l'indiscipline et réaménager un espace politique et économique⁶⁰ discipliné et démocratique, propice à la fois au développement des affaires et à l'organisation des élections libres, justes et transparentes.

• *Les défis intensifiés par la crise*

L'économie centrafricaine n'est plus visible au sein du marché de la CEMAC. Elle survit, à petite échelle, grâce aux opérateurs ingénieux et plus malins. Sa capacité de production est ruinée, ainsi que celle d'offrir l'emploi par rapport aux demandes vertigineuses de jeunes, de protéger d'inciter les opérateurs nationaux dans des filières à haute valeur ajoutée. Les secteurs miniers, forestiers et commerciaux sont complètement déstructurés et pris en main par des opérateurs véreux. La dégradation des termes de l'échange depuis de longues années impose la recherche de stratégie vigoureuse pour inverser les tendances négatives. Le défi pour le pays est de s'inscrire dans une politique de l'ouverture sur le monde.

Malheureusement, la transition ne semble pas le comprendre et le pays est hermétiquement enfermé dans une camisole de force, héritée de l'époque coloniale. Il a regard tourné uniquement vers l'océan atlantique, à l'Ouest par Douala et Pointe noire. Il ignore l'existence de l'Océan indien, à l'est, notamment le Port Soudan. Et, pourtant, ce dernier lui offre d'importantes possibilités, qui, mieux exploitées, pourraient le placer au cœur d'une dynamique commerciale régionale de premier ordre.

⁶⁰ Il s'agit d'instaurer le principe de professionnalisme dans l'espace politique. C'est-à-dire instaurer obligation des critères très compétitifs d'accès au jeu politique, pour barrer la route aux prédateurs et indéliques afin de garantir l'émergence de la culture de qualité, du respect du bien commun et dans l'intérêt du peuple

Depuis toujours, des opérateurs économiques soudanais ont l'initiative et le leadership de l'animation des circuits commerciaux vers le Centrafrique. Pendant la saison sèche, surtout, ils apportent les articles manufacturés en provenance de l'Asie. En retour ils repartent avec le café, le bois, les condiments sauvages, les produits forestiers non ligneux et miniers dont l'or et le diamant. La réplique centrafricaine est nulle. Le pays s'accommode de l'éternel torticolis, le regard figé sur Douala. Il se refuse de frayer un autre chemin avantageux, vers l'orient, pour accélérer une dynamique économique lui permettant de soutenir sa croissance. Il ne saisit donc pas l'énorme opportunité d'ouverture à l'Est, vers l'Inde, la Chine, le Japon, la Thaïlande, l'Indonésie, pays ayant poussé leurs industries et leur ingéniosité, vers le haut de la chaîne de valeur ajoutée mondiale, à telle enseigne qu'ils inondent le monde⁶¹, de leurs produits à bon marché. Il n'envisage pas qu'une connexion de Birao⁶² à Nyala, par chemin de fer interposé, pourrait entraîner de grands bouleversements au cœur du continent. Alors le défi est d'imaginer et de mettre en place une politique plus intelligente de désenclavement. Celle-ci vise la modernisation des infrastructures de communication vers l'Ouest, mais surtout à la création de voies routières et ferroviaires vers l'Est. Ceci pourra intensifier les échanges commerciaux au plan régional. Le Centrafrique pourra tirer beaucoup d'avantages de son positionnement stratégique comme carrefour économique des pays de la sous-région.

Le défi, c'est aussi sortir de la crise éternelle de l'énergie. En effet, l'électricité est un produit très rare, uniquement accessible à quelques arrondissements de Bangui. Les campagnes en sont exclues depuis toujours. Elles sont dans le noir et sans possibilité d'accroître leur potentiel, ni leur productivité. Et pourtant, le pays dispose d'une large gamme de sources d'énergie. Mais, il ne prend pas la peine de se doter d'une politique énergétique volontariste et équitable. Ainsi, le potentiel hydrographique, des sources solaires et de la biomasse, sont inexploitées. La capacité de production et de distribution d'énergie est largement en dessous des besoins, avec un réseau incapable de soutenir l'éveil de la dynamique économique dans les villes et les campagnes.

La structure de production économique n'a pas évolué depuis la colonisation, pire elle est mise à plat. La production du coton, du café, du tabac ont gravement chuté et ne permet pas de soutenir l'exportation. Celle des grumes, du diamant et de l'or du fait de la crise a considérablement baissé. L'élevage, victime de l'insécurité n'est plus florissant, comme il était, il y a plus de quarante ans. Le cheptel est décimé. Des groupes armés non conventionnels, des bandits du grand chemin, les pillards du bétail se sont servis pour alimenter l'économie de guerre. Avec la crise, le secteur primaire est complètement asséché et ne contribue plus assez à l'exportation. Le secteur secondaire, quant à lui, s'est évanoui, totalement détruit. Les entreprises industrielles ont été saccagées, et pillées. Le secteur tertiaire est fortement ébranlé. Le commerce et le système bancaire ont vu leurs perspectives économiques s'assombrir.

En dépit de ce tableau sombre, la crise offre des opportunités immenses. Elle force l'imagination vers l'instauration d'une nouvelle économie, intelligente, innovante, et durable et impose l'impératif de repenser des alternatives sérieuses et les possibilités pour valoriser avec beaucoup d'ingéniosité, une gamme variée des ressources de grande valeur ajoutée. Le palmier à huile, le poivre, le sésame, le moringa oliveira, le manioc, le thé sauvage, les produits forestiers non ligneux, le pétrole, le charbon, le fer, l'uranium, le calcaire, le diamant, l'or, le cobalt, le cuivre, le mercure rouge etc.

Le défi est d'adopter un paradigme qui rend le système économique centrafricain performant, capable de garantir la production durable de la richesse. Il s'agit de renouer avec les initiatives de réformes économiques stimulées et soutenues par les partenaires financiers et techniques internationaux, dont la Banque Mondiale, le FMI, l'OIT, OMC etc. Elles visent la création d'un climat propice aux affaires, avec l'incitation des entrepreneurs nationaux à apprendre à prendre intelligemment des responsabilités et à se former pour investir de manière ingénieuse dans les affaires. Elles offrent des facilités qui créent les

⁶¹ Plus de 90% des produits de consommation manufacturés et mêmes agricoles (riz), sur le marché centrafricain viennent de l'Asie, donc à la porte du Port Saïd.

⁶² Birao est à 150 km de Nyala, terminus du chemin de fer le reliant avec le Port Soudan vers l'océan indien.

conditions d'attraction des investisseurs étrangers, l'instauration et le renforcement du dialogue privé public. Enfin, la dépenalisation des entrepreneurs est aussi un défi à relever très rapidement⁶³.

Sortir l'économie centrafricaine du piège de l'informel et du pillage massif et la propulser sur le chemin de la croissance est l'option à développer. Il s'agit de redonner confiance aux opérateurs économiques, en éliminant toute possibilité de concurrence déloyale. Dans cette optique, les institutions publiques en charge de la régulation, du contrôle et de l'incitation de l'environnement des affaires devraient être réformées, rendues efficaces et aptes à garantir la fluidité du circuit économique. L'approvisionnement et l'exportation ne doivent souffrir d'aucune contrainte illégale. Les opérateurs protégés et stimulés sont appelés à être des porteurs créatifs et ingénieux de la croissance et surtout de contribuer très rapidement à la performance de l'économie nationale.

Le changement économique est un déterminant pour reluire l'image du pays ternie par ces multiples occasions de crise et de conflits⁶⁴. L'instabilité a fait fuir des investisseurs. Ils ne se bousculent pas devant la porte. La communauté des donateurs est harassée par le manque de rigueur dans la gestion des ressources publiques et la faible compétitivité des acteurs économiques nationaux. Les dispositifs institutionnels pour garantir la traçabilité, sont systématiquement contournés, et donnent une visibilité tronquée de la réalité des affaires. Relativement peu de mesures de réparation n'ont été envisagées. Les réformes en profondeur et dans le temps, suggérées ou même imposées n'atteignent jamais leurs objectifs. L'ampleur des défis et la complexité de leurs combinaisons sont alors telles que le cadre de la transition paraît extrêmement réduit et très insuffisant pour mener des actions d'envergure pour relancer la croissance.

Dans ces conditions, relancer la croissance et le développement exige des formules et des opérations à la fois intelligentes, ingénieuses et catalytiques. Evidemment, une grande capacité de mobilisation et de gestion rigoureuse et transparente de ressources est indispensable. Elle ne doit souffrir d'aucune atteinte aux principes de gouvernance économique, en matière de transparence, d'intégrité et de rigueur. Dans cette perspective, le plan de développement post conflit nécessite une autre culture et une démarcation du modèle appliqué jusqu'alors pour le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. La mobilisation générale des citoyens, des communautés et des institutions, dans le cadre de la réflexion et du dialogue sincère et responsable s'impose. Elle a pour objectif une redéfinition du destin commun et l'engagement à le réaliser. C'est un travail de longue haleine, bâti sur la participation intelligente et consensuelle, l'action innovante, et le sens de responsabilité.

A y regarder de près, les défis du développement sont étroitement liés aux problématiques combinées de la restauration de la sécurité, de l'instauration du respect effectif des principes démocratiques, de l'état de droit, de la justice et de la bonne gouvernance. C'est un assainissement de l'environnement politique dans le respect du bien commun et de l'initiative privée qui est exigé. Il est également inscrit parmi les conditions préalables. Tout ceci invite à mettre en avant le recours au génie du citoyen, de sa société et de ses institutions. Constamment, la préoccupation majeure est celle de répondre à la question, comment créer la richesse, à en faciliter une redistribution équitable et améliorer la qualité du capital humain centrafricain, son potentiel social et la performance des institutions.

• ***Repenser une politique ingénieuse de développement***

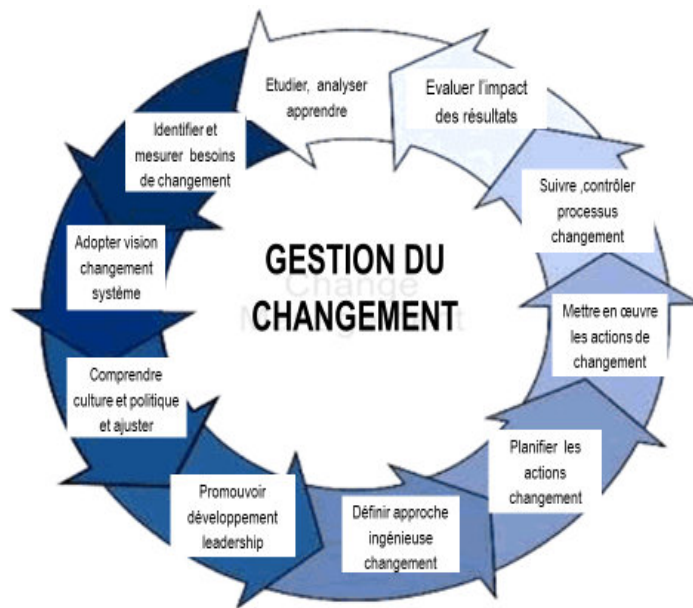
Des années sont passées. Le Centrafrique n'a jamais été inscrit sur la liste des records de performance économique. Il n'y a donc pas d'autre choix que de repenser autrement une logique susceptible de relancer la dynamique de sa croissance économique. Il s'agit de reconstruire de nouvelles bases de la pensée économique centrafricaine. Celles-ci consistent à motiver et à galvaniser les entrepreneurs, tant au niveau du secteur primaire, secondaire que tertiaire. L'effort consiste à adopter un paradigme qui facilite la diversification des offres économiques en quantité et en qualité supérieure et ouvrir l'accès

⁶³ L'intrusion intempestive de la Présidence de la République dans l'octroi des privilèges illégaux aux lobbies internationaux⁶³ de blanchiment d'argent au détriment des investisseurs sérieux et l'une des causes de frustration et de démotivation des opérateurs économiques.

⁶⁴ Pays fantôme ou trou noir au cœur du continent

des produits locaux aux demandes très exigeantes du marché extérieur. Dans cette perspective, l'éradication des situations critiques et persistantes est le premier pas à faire. L'urgence dans le domaine est d'éliminer l'insécurité dans toutes ses formes nocives à l'entrepreneuriat : le pillage, la concurrence déloyale, les pressions fiscales insupportables, l'inexistence de mesures incitatives visant le renforcement des capacités, des connaissances et des performances des opérateurs économiques. Evidemment, l'épreuve consiste à rehausser le niveau de confiance, à jeter les bases des conditions propices au relèvement du niveau des affaires et au rétablissement d'un environnement économique propice à la croissance. Dans les conditions actuelles d'une économie anéantie, avec des dommages et pertes considérables, les exigences d'un nouveau départ imposent surtout l'exploration des alternatives plus sérieuses, plus objectives et plus innovantes pour relever les défis du développement.

Il n'y a plus de place aux tâtonnements hasardeux et mafieux dans les choix économiques. La recherche d'une logique sérieuse privilégiant la créativité, l'entrepreneuriat innovant et les résultats à la hauteur des demandes intérieures et extérieures s'impose pour générer la richesse. Le cercle ci-contre retrace clairement l'approche processuel à adopter, dans de pareilles situations pour imprimer le changement.



Il indique que du sommet de l'état à la base de la société, le discours doit être le même, imbu de la sincérité, de la franchise, et de la motivation vers la création d'une vision autour de laquelle se construit un cadre national d'affaire, débarrassé de la pratique de la prédation et de l'arnaque des biens et des services publics, des opérateurs économiques nationaux et internationaux.

Source : softdruck

La conduite de la gestion du développement a besoin d'un éclairage nouveau, et d'une approche totalement différente et pertinente. Elle concède une large place à la contribution du citoyen, en tant que premier acteur responsable du changement. Elle fait des communautés de puissants moteurs de la synergie participative qui impulse une réelle dynamique de développement, des institutions, à la fois, les leviers et les responsables de la transformation positive du système économique et génératrices de la richesse.

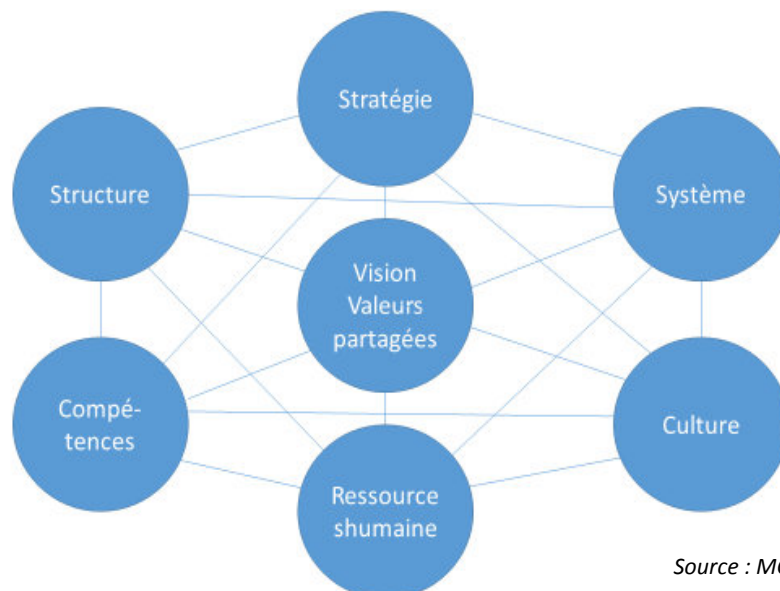
Cette logique se démarque fondamentalement des pratiques des politiques économiques appliquées depuis cinquante ans, caractérisées par la fragilisation extrême des entrepreneurs, l'érosion de leur capital humain, technique, matériel et financier. Sinon, comment peut-on confiner les masses paysannes dans la misère⁶⁵, l'ignorance, l'obscurité et l'isolement en même temps clamer très haut et fort que l'on est président de la république ? Pourquoi s'accaparer de tout le pouvoir de décision et ne pas être capable d'aborder les enjeux de développement avec lucidité, habileté, intelligence, dans l'intérêt du service commun ? Pourquoi ne pas être animé de fierté en bâtissant une économie forte qui doit laisser des empreintes louables et honorifiques aux générations futures ? Aujourd'hui, penser autrement l'économie centrafricaine est vitale.

⁶⁵ Le Centrafrique est l'un des pays le plus pauvre au monde. Le revenu par tête ne dépasse pas 100 us\$, l'espérance est estimée à 47 ans environ le taux d'analphabétisme est très élevé. C'est l'un des rares pays au monde où 99, 9% des villages sont sans électricité ; où la libre circulation des biens et des hommes, de fait, est inexistante.

- **Le pilier pour un nouveau départ du Centrafrique**

Tirant les leçons des échecs cuisants des politiques de développement passé, il apparaît plus sensé de s'inscrire dans la ligne d'un paradigme tout à fait novateur. Des modèles d'approche modernes et performants pourraient faciliter la construction de nouveaux piliers d'un chantier économique novateur. Par exemple, l'utilisation combinée d'outils performants, comme le cadre de McKinsey, à la page suivante et les différents diagrammes de résolution des problèmes, déjà mentionnés ci-haut, permet de mieux visualiser les défis réels, de mettre en exergue les sources des déficiences à la fois structurelles, stratégiques et systémiques, ainsi que les contraintes liées à la faiblesse quantitative et qualitative des ressources humaines, de leurs connaissances et de leurs compétences, sans oublier leurs pesanteurs culturelles, particulièrement la perte de la mémoire, des références morales et des connaissances traditionnelles.

Dans le cas précis du Centrafrique, ces outils ont permis de mettre en exergue des insuffisances notoires dans la conception des approches stratégiques de développement et leur application opérationnelle. L'ampleur des déficiences des politiques macro-économiques, et la profondeur ainsi que l'incidence du dérèglement de plusieurs mécanismes interdépendants n'ont jamais été abordés correctement. Les vérités sont masquées par la peur de représailles politico administratives. La mentalité politique centrafricaine a toujours été rebelle et réfractaire au changement, surtout s'il s'agit de réforme, qui remet en cause l'autorité des responsables des institutions qui soutiennent la mauvaise gouvernance. Et pourtant, l'analyse croisée de toutes les interrelations, comme ci-contre, permet, à partir de l'identification des différents niveaux des défaillances, de localiser le cœur de la défektivité, pour mieux définir les stratégies à



appliquer. Une large consultation participative facilite l'exploration d'alternatives appropriées pour le changement de la situation. En définitif, l'utilisation de ce précieux outil mène à la consolidation d'un consensus sur l'image future commune de la nouvelle économie centrafricaine à instaurer ; une vision économique du pays, à long terme, qui répond aux aspirations de tous les centrafricains et centrafricaines. Sa construction fait appel au génie créateur et à toute l'énergie du centrafricain, où qu'il se trouve, car elle définit un horizon chargé d'espoir, véritable stimulant de la marche à suivre. Elle stimule la synergie à tous les niveaux, villageois, communal, préfectoral, régional et national et met en branle des initiatives créatrices de la richesse.

La vision a besoin d'être largement disséminée. Une stratégie de communication mobilisatrice est indispensable. Elle doit inciter et rassurer le centrafricain et la centrafricaine à aspirer au dépassement de la situation chaotique persistante, responsable de la déchéance de la société centrafricaine et du recul dramatique du pays, car le citoyen a besoin d'être instruit, de comprendre que le train du développement est sur le quai, mais en panne, bloqué, et n'est pas prêt à partir, qu'il ne doit pas, lui aussi procéder à sa réparation. C'est pourquoi, il est tenu de faire des efforts pour le transformer en entrepreneur capable de s'assumer

• De l'arbre à palabre au consensus national, un préalable à la création d'un environnement propice au développement

Transformer le citoyen en entrepreneur, apte à soutenir la croissance économique et le processus de développement, est étroitement lié à des préalables qui dépassent largement le cadre de la transition. Il s'agit d'obtenir, avant tout, le retour de l'assurance et de la confiance, en évacuant les frustrations, les stress, la peur d'agression, de tuerie massive et de pillage. A cet effet, la restauration du principe du dialogue social, incitateur de nouvel élan de solidarité et du retour de la cohésion sociale, au sein des communautés de la société est un activateur du climat de confiance recherché. Les institutions réhabilitées, fournisseuses de services de qualité, astreintes aux principes de la transparence, de l'intégrité et au devoir de rendre compte est un stimulant de l'économie au plan local, régional et national ont un grand rôle à jouer. Le rétablissement effectif de ces trois réalités, dans l'optique et le cadre d'un dialogue permanent, est un puissant vecteur de réconciliation nationale, et une profonde thérapie pour débarrasser la société centrafricaine de profondes frustrations qui l'étouffent, qui étreignent sa mémoire et qui la trouble.

La perte des êtres très chers, des biens très précieux, être victime innocente des injustices humiliantes, comme être sans emploi, ou voir sa maison détruite etc et continuer de vivre et de côtoyer les auteurs, les bourreaux, ceux qui ont mis à feu des villages, saccagé les quartiers, créé le chaos, ceux qui s'agitent, qui crient et qui dissimulent leur forfaiture est naturellement impensable et inacceptable. Tout comme, il est inacceptable de voir les coupables des crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, ceux qui ont perpétré des crimes contre l'état, par la prédation, la corruption, la destruction sauvage des biens publics et la concurrence déloyale bénéficier de l'immunité et de l'impunité. Les laisser se pavaner librement, occuper encore l'espace politique, donner des leçons, exprimer leurs ambitions en dépit des forfaitures dont ils sont responsables, c'est confirmer l'existence d'une situation du non état et encourager le chaos, peu propice à la relance des affaires.

1 ARBRES A PALABRE AU NIVEAU DU VILLAGE ET DU QUARTIER

QUESTIONS CLES	Réponses
Quel est le problème ?	
Pourquoi est-il créé ?	
Qui en est le responsable ?	
Comment faut-il le résoudre et avec quelle vision ?	
Avec quel moyen ?	
Quand ?	
Où ?	

religieux, inter ethniques. Les femmes et les jeunes sont les affectés. L'application courageuse, juste et équitable du droit à la réparation permettra à la société centrafricaine de se retrouver et de recréer les conditions

2 REUNIONS COMMUNALES ET PREFERATORIALES POUR LA MISE EN COHERENCE DU CONSENSUS

QUESTIONS CLES	Réponses
Quel est le problème ?	
Pourquoi est-il créé ?	
Qui en est le responsable ?	
Comment faut-il le résoudre et avec quelle vision ?	
Avec quel moyen ?	
Quand ?	
Où ?	

La réparation est donc un droit. Il oblige à combler les grandes fractures, la suspicion et la haine qui menacent de déborder dans tous les sens,

3 SESSIONS PARLEMENTAIRES SPECIALES POUR LE CONSENSUS NATIONAL

QUESTIONS CLES	Réponses
Quel est le problème ?	
Pourquoi est-il créé ?	
Qui en est le responsable ?	
Comment faut-il le résoudre et avec quelle vision ?	
Avec quel moyen ?	
Quand ?	
Où ?	

du retour à l'assurance, à la confiance, à la dignité, au respect du citoyen, de la patrie et du travail. Il est indispensable qu'il en soit ainsi, dans le cadre largement ouvert, d'un dialogue sincère, constructif et respectueux de la personne humaine. A ce titre, l'adoption d'un processus d'échange du niveau local, communal, préfectoral et national est hautement souhaitable, comme le montre le tableau ci-haut. Il ne s'agit plus d'un dialogue budgétivore, planifié pour satisfaire les appétits financiers d'un conglomérat de sensibilités spéculatives, avec des résultats laissés à l'appréciation capricieuse des politiques.

C'est un champ et une occasion gratuite, sous contrôle du citoyen et de la citoyenne, motivés, engagés par le sens patriotique. Le dialogue pour le développement est un exercice largement ouvert. Tout citoyen, quel que soit son niveau intellectuel, son statut, le niveau de son revenu, son appartenance socio culturelle et religieuse, y est convié. Il doit fournir des réponses aux questions clés, et contribuer ainsi à la formulation des stratégies réalistes et réalisables dans l'intérêt de tous. Ce processus comprend, au départ, des sessions liminaires de l'arbre à palabre, dans tous les villages, et les quartiers, autour de leurs conseils, les notables, les leaders d'opinions, les autorités spirituelles et traditionnelles, pour explorer les réponses aux questions stratégiques clés énoncées dans les tableaux à la page précédente. La deuxième étape concerne la consolidation des réponses au niveau communale et préfectorale. Il s'agit de ressortir le profil des défis au niveau régional par la mise en cohérence des options stratégiques spécificités localement. Enfin, la troisième étape au niveau national consacrée est attribuée aux autorités de la transition : Présidence de la transition, Conseil National de la Transition et Primature. A leur niveau ces trois structures sommitales les arguments issus de l'examen des profils régionaux sont analysés et traduits en stratégie de refondation de la refondation d'un nouveau Centrafrique. C'est un processus harassant, mais rigoureux, équitable, transparent et économique car il mobilise le citoyen conscient de son importance dans la recherche des solutions au problème de son pays. Chacun et chacune, où qu'ils se trouvent doit savoir apporter la solution. Son avantage est d'être vraiment participatif, civique, pertinent et économique. Ce n'est que dans les conditions d'apaisement général, et de l'engagement citoyen que la vie peut reprendre son cours normale et que les affaires retrouvent leur dynamisme.

• ***La piste de la croissance soutenue et solidaire***

La reprise du processus normal du développement du Centrafrique impose donc un changement de mentalité et de comportement. Elle requiert du citoyen l'apprentissage de nouvelles capacités, et des valeurs civiques responsables qui garantissent la sagesse, la discipline, l'ingéniosité et la motivation à créer la richesse et à améliorer les conditions de vie. Ce sont autant de facteurs qui lui imposent l'esprit d'entreprise et la culture constructive qui l'amène à accorder l'attention à la rigueur, à la gestion de son temps, de l'énergie, de ses ressources, aux fins de résultats profitables à tous, plus particulièrement aux populations les plus misérables dans les campagnes. .

Par souci de l'autonomie et du respect de ses droits fondamentaux, le centrafricain et la centrafricaine se doivent de se mettre avant tout à l'abri des pesanteurs contraignantes, des injustices générées par les mauvaises politiques, les atteintes aux convictions spirituelles et l'enfermement de tous dans l'abîme du non développement., qui sont la persistance de la libre circulation des armes, la pérennisation de la vulnérabilité de plus des trois quarts des populations astreintes à l'assistance humanitaire, l'inexistence de l'état dans le contrôle et la gestion du territoire et le blocage artificiel de la tenue des élections en 2015.

Or bientôt, nous écouterons des discours et des discours sur des engagements irréalistes qui feront des projets, susceptibles de répondre aux attentes du citoyen. Ils envisageront des mégaprojets, pour relancer une dynamique entrepreneuriale, avec la forte implication individuelle et collective, et organiseront un dialogue permanent ouvert entre les institutions publiques et le secteur privé. Ils se débattront pour relancer la croissance et apporter le bonheur au centrafricain. Ces discours sur le papier n'ont rien apporté, quand la césure entre les acteurs politiques et le citoyen est énorme. Les premiers vivent tous à l'extérieur, dans un univers différent des conditions de vie du second. Les premiers ne vivent que dans les villes, coupés des réalités villageoises du second. Les premiers ont un langage sophistiqué soigneusement élaboré pour masquer les calculs machiavéliques incompréhensibles par le second. Les premiers sont des extraterrestres qui n'ont comme point de convergence avec les seconds que les liens

ethniques qui semblent offrir un sentiment d'assurance et de confiance. Heureusement que la crise a ébranlé cette conception politique erronée et dangereuse. Un nouveau courant d'esprit se met en mouvement, surtout dans les villages, dans l'arrière. De plus en plus le citoyen a pris conscience de l'importance de préserver sa vie, et de ne plus succomber au discours des vendeurs d'illusions. Le changement de l'atmosphère politique et sociale est alors un déterminant pour la relance des activités économiques.

Ainsi, pour relancer le développement, il est absolument indiqué que le centrafricain et la centrafricaine doit être avant debout, conscient de sa situation catastrophique et engagé à assumer des responsabilités et à investir dans son potentiel pour son épanouissement et celle de sa société. A cet effet, une politique ingénieuse de développement du capital humain est indispensable, notamment : i. l'éradication de l'ignorance par l'amélioration des connaissances, des capacités et des compétences du citoyen et de la citoyenne et le développement d'une culture profonde, dans laquelle les valeurs civiques, spirituelles et traditionnelles, forment un sens fort de responsabilité individuelle et collective ; ii. l'accessibilité équitable aux services standards de santé à tous les citoyens où qu'ils se trouvent ; iii. le développement de l'esprit d'initiative afin d'impulser des efforts qui garantissent la sécurité alimentaire, et la production de la richesse ; iv. l'amélioration du cadre de vie.

La seconde étape, est celle de la reformulation des réformes des politiques macroéconomiques. A partir de la vision tirée du processus du consensus national, élaborer un cadrage macroéconomique pour le financement durable et ingénieux. Il soutient la réhabilitation et la modernisation des infrastructures essentielles liées au transport, à l'énergie et à la technologie d'information et de communication. La perspective visée serait d'accroître la fluidité et la rapidité du mouvement des personnes et des circuits d'échange. Alors, les consommateurs pourraient facilement accéder aux biens et services de qualité, tandis que les opérateurs bénéficient des possibilités de satisfaire leur clientèle par des offres de services et des produits de qualité.

L'accroissement de l'accès à l'électricité, surtout au bénéfice des populations rurales, améliore leur cadre de vie et augmente la qualité de leur productivité. De même, leur accès aux technologies d'information et de la communication renforcera leurs connaissances, leurs capacités et leurs compétences, rendra encore plus efficace et plus performante la qualité de leur production.

L'ouverture sur le marché extérieur est un déterminant qui stimule la dynamique économique. Elle comprend deux options complémentaires. La première est d'adopter une politique vigoureuse de désenclavement. Elle concerne la réhabilitation des routes nationales et la restauration de la voie fluviale par l'ouest. Elle doit se donner un second pilier qui consiste à raccorder le pays, par l'est, au chemin de fer à Nyala, vers le Port Soudan. Le pays a beaucoup d'avantages à tirer d'un tel investissement, en raison de sa position stratégique au cœur d'une région potentiellement riche. La seconde option est la nécessité d'apporter une valeur ajoutée à la CEMAC, avec une présence extérieure plus affirmée. Le Centrafrique a à cet effet, beaucoup d'atouts et de ressources. La grande variété de son potentiel naturel à valoriser est très éloquent. La production agricole croissante, la transformation et la commercialisation des produits à grande valeur ajoutée donnent des garanties au pays pour la production de la richesse. A cela, s'ajoute la mise en valeur ingénieuse des produits forestiers ligneux et non ligneux, de la faune, et d'une large gamme de produits miniers etc conformément aux normes et standards internationaux de la transparence. Le champ de la relance des activités des secteurs primaire et secondaire est immense et doit être entièrement repensé, recréé et exploité intelligemment au bénéfice de l'enrichissement du Centrafrique.

L'effort de la relance de production agricole et de l'industrialisation dépend étroitement de la réforme liée à l'extension du système bancaire. Aujourd'hui le système dispose d'un très faible réseau et d'un embryon du système de mobilisation de la clientèle. Relancer le développement consiste à stimuler des pools de richesse et de développement, autour de dispositifs bancaires sécurisés, adaptés, au niveau local et régional. Des services bancaires de proximité donneraient un souffle nouveau à l'économie locale, par des facilités financières octroyées aux entrepreneurs préparés, organisés et informés. Il s'agit des agriculteurs, des artisans miniers, des éleveurs, des commerçants, des pêcheurs etc. Plus motivés, ils

démultiplieront leur productivité, leur revenu, leur niveau de consommation et, en même temps, ils offriront d'importants gains d'emploi aux jeunes.

Afin de soutenir le processus du développement, il apparaît judicieux de tenir compte des diversités des écosystèmes, des potentiels humains, matériels et culturels au plan régional. C'est pourquoi, la réforme économique doit s'inscrire dans un cadre de référence politico administratif privilégiant la décentralisation et la déconcentration des responsabilités et des services publics. Cette logique est imposée par les grandes mutations qui ont généré la crise. En effet, la gestion hyper centralisée a mis à nu l'incapacité et les insuffisances chroniques de l'Etat à tout gérer à partir et au profit exclusivement de Bangui. Cette logique a tué toutes les régions. Celles-ci, n'ont d'ailleurs jamais fonctionné en tant que telles. A défaut de plan de développement régional,⁶⁶ des programmes économiques, des projets d'amélioration des services sociaux de base et de soutien à la performance de l'économie locale, elles sont à imaginer dans la perspective de la revitalisation économique des communautés rurales. L'économie rurale s'est éteinte, ou simplement réduite en activités pour la survie. La diversité des ressources naturelles et culturelles ne servent à rien. Face à cette situation, relancer le développement, c'est élargir la réforme au déploiement du processus de décentralisation. Elle vise la mise en place de la pleine responsabilisation aux collectivités, dans la prise en charge et la mise en œuvre de leur dispositif de planification stratégique. Ceci les aidera à traduire concrètement leurs aspirations au changement par des investissements ingénieux et rentables.

Les réformes visant la relance du processus de développement sont possibles. Mais elles dépendent avant tout de la volonté et de la détermination du citoyen, des communautés et des institutions. Elles imposent des règles claires articulées autour des valeurs qui garantissent l'état de droit, la justice équitable et le respect scrupuleux des principes économiques porteurs de richesses. Evidemment, dans la situation dramatique actuelle, une telle ambition requiert des institutions fortes, ingénieuses, rigoureuses capables d'impulser une dynamique économique soutenue et durable. Elles doivent investir sur l'accroissement de la performance et la qualité des communautés à mettre en valeur leurs ressources agricoles, forestières, minières, fauniques etc. Enfin, elles doivent envisager des mesures incitatives qui motivent, qui mobilisent le centrafricain et la centrafricaine à s'engager pour la réalisation d'un rêve commun : le bonheur dans un pays où la paix et la sécurité, l'état de droit et la justice équitable, la santé et l'éducation, la richesse et la confiance garantissent la qualité de la vie.

Et pour conclure

Le Centrafrique aborde la deuxième moitié de son premier centenaire avec de très lourds tributs. Les passifs sont énormes et pèsent lourdement sur le citoyen, les communautés et les institutions. Ils sont tels que le pays, au lieu d'avancer comme les autres, a fait de très grands bonds en arrière. Il a reculé, effacé et balayé tout ce qui pourrait lui permettre de s'investir afin de franchir des étapes au jour le jour, vers la richesse, le progrès social et économique. Aujourd'hui, dans sa détresse et le désespoir, le citoyen ne perçoit pas le bout du tunnel. La société centrafricaine humiliée et désemparée manque de capacité de réaction et est résignée. Les institutions, complètement asphyxiées par la pratique systématique de la prédation, de l'impunité, et de la privatisation, sont profondément fragilisées et incapables d'assurer des prestations à la hauteur des attentes du citoyen. Les forces de défense et de sécurité sont plongées dans un état végétatif sous des pressions et des manipulations politiques. Les services sociaux de base dont la santé et l'éducation réduits en peau de chagrin, ne fonctionnent quasiment plus⁶⁷. Les activités économiques balayées, comme par un ouragan, sont dans un état désastreux, et contribuent difficilement à la richesse au bénéfice du plus grand nombre. Avec un revenu ruiné, les populations sont contraintes de s'accommoder de l'économie de guerre, dans un contexte dangereux de l'insécurité. Ce tableau atteste que le Centrafrique a cessé d'être un état, pris en otage par des forces intérieures et extérieures, avides de richesses.

⁶⁶ Quelques rares préfectures (l'Ouham Pendé, Ombella Poko) ont bénéficié dans les années 80 d'un programme sectoriel

⁶⁷ A titre illustratif, les résultats du baccalauréat 2014 ont été l'un des plus catastrophiques

Malgré tout, il convient d'affirmer, que la dureté des réalités, conséquence du sur pouvoir et de la mauvaise gouvernance, interpelle le citoyen et la citoyenne. Elle invite chacun à comprendre que la résignation devant la cruauté des pratiques de gestion du pays l'ont exposé aux menaces et conduit à la catastrophe. Mais, surtout, elle indique clairement que la situation n'est pas irréversible. Les leçons tirées de tout ce désastre permet de prendre conscience de l'impératif d'y mettre fin. Il est donc une obligation de pouvoir trouver des solutions collectives intelligentes pour changer la situation et vite.

Changer est possible, si la haine, la peur, l'intolérance, entretenues par les prédateurs internes et externes, et les manipulateurs laissent la place à la sincérité, à la tolérance, à la justice et au dialogue, largement ouvert, impulsé par les hommes et les femmes de bonne volonté. L'espoir de sortir rapidement de la déchéance renaîtra, si les institutions de la transition font preuve de capacité à créer les conditions du retour de la confiance, et de l'assurance afin que le citoyen ait foi en lui, à sa société et à ses institutions. La culture de la violence, et de l'impunité cessera. Elle ne sèmera plus la mort, la panique et le désespoir, si la volonté de remettre le pays debout, dans l'intérêt de tous, est manifeste. L'émergence d'une forte volonté collective pour l'éradication des sources de la fragilité institutionnelle, communautaire et individuelle est à ce titre un puissant levier de changement. Elle prend forme et se consolide par le renforcement, dans les esprits et les cœurs, du sentiment d'appartenance à un pays libre et indépendant. Elle remettra en place le dispositif de solidarité nationale mécanique, nécessaire pour relancer la dynamique du renouveau.

Ainsi donc, dans le contexte transitionnel, la solidarité apparaît comme le puissant moteur du changement. Elle est indispensable pour que le retour de la sécurité soit effectif. La mobilisation citoyenne générale y compris l'éveil des forces de défenses de sécurité, sorties des cendres de l'humiliation, apportera la solution radicale et finale aux questions de désarmement qui commence à s'éterniser. Et pourtant, celles-ci sont inscrites parmi les priorités des priorités, malgré les réticences des groupes armés non conventionnels à remettre leurs armes. La solidarité est aussi indispensable pour la résolution d'une chaîne de problèmes liés à la précarité des conditions de vie. Plus de deux millions de centrafricains et de centrafricaines sont des déplacés, sans abris, exposés à la famine, à la maladie, à l'insécurité. L'état fragilisé a besoin de soutien solidaire pour se remettre en place sur toute l'étendue du territoire. Tout comme la tenue des élections justes, dans les plus brefs délais, est conditionnée par la mobilisation générale des citoyens déterminés à imposer l'application des principes démocratiques.

Dans cette perspective, les efforts conjugués des citoyens vont rappeler immédiatement à l'ordre, tous les acteurs politico militaires ainsi que la classe politique, forcés à trouver le chemin de la raison et du respect de la vie humaine et de l'intégrité du pays. Ce n'est qu'ainsi que la solidarité soutiendra le développement des mesures de réformes institutionnelles, indispensables au rétablissement de la cohésion sociale, et à la dynamique entrepreneuriale dans la perspective de la relance de la croissance économique. Elle favorisera l'épanouissement du citoyen et imposera le souci du renouvellement de la fondation du Centrafrique, comme un déterminant majeure de sa survie.

D'ores et déjà, l'impermanence du temps semble avoir des effets inattendus. Les tensions ont beaucoup baissé, même si sporadiquement elles éclatent par endroits. La raison s'affiche de plus en plus et rafraîchit les mémoires. Les bourreaux, ceux qui ont assassiné, massacré et tenté d'éliminer les citoyens, les communautés et qui ont, par le pillage systématique, rendu l'état impuissant, saisissent ce temps d'accalmie temporaires, pour mesurer la profondeur de leurs actes périlleux. En attendant, les positions fléchissent et les revendications initiales ont changé de sujet et de ton.

En attendant, ceux qui ont perdu la vie sont dans l'attente de l'honneur pour leur mémoire. Ceux qui sont victimes des dommages et des pertes ont les yeux rivés vers la justice pour des réparations justifiées. Mais tout le monde réclame la paix et la sécurité et le retour immédiat l'espoir depuis très longtemps perdu. Tout le monde aspire au changement, à la tenue de prochaines des élections sereines, économiques et justes et à la renaissance d'une classe et d'acteurs politiques forgés sur les principes du respect de l'intérêt commun à protéger et à bien gérer.

Références bibliographiques

- Adrien Rongier, Marie -France** (1981), «Les "kodro" de Bangui: un espace urbain "oublié"»
- Banque Africaine de Développement** 2014 : Document d'assistance intérimaire à la transition 2014 -2016
- Banque africaine de développement/OCDE** (2010), Perspectives économiques en Afrique
- Banque mondiale** (2010), « Méthode atlas »,
- Banque mondiale/Banque africaine de développement** (2009), « RCA, Document de Stratégie conjointe de partenariat Banque africaine de développement - Groupe Banque mondiale (IDA, IFC, MIGA) pour la période 2009-2012 », Bangui, <http://reliefweb.int/node/316087>
- Banque mondiale/Société financière internationale** (2010), « Doing Business 2011 : Agir pour les entrepreneurs », Banque mondiale, Washington D.C.
- Bierschenk, Thomas et J- P Olivier de Sardan** (1997), —Local powers and a distant state in rural Central African Republic ||, The journal of modern African studies , vol. 35, n° 3, Cambridge.
- Bigo, Didier** (1988), Pouvoir et obéissance en RCA , Editions Karthala, Paris.
- CAD**, Lignes directrices du CAD sur la réforme des systèmes de sécurité et la gouvernance (Security System Reform and Governance) 2005
- CAD**, Lignes directrices,Les approches à l'échelle de l'ensemble de l'administration pour les états fragiles (Whole of Government Approaches to Fragile States) 2006.
- CAD**, Manuel de l'OCDE/CAD sur la réforme des systèmes de sécurité ; pour une sécurité et une justice accrues (Handbook on Security System Reform. Supporting Security and Justice), Cahiers d'études africaines, vol. 21, cahier 81/83, Paris.
- Catherine SAMBA, PANZA** Chef d'état de la transition (2014) Adresse à la Nation 22 octobre 2014
- Catherine SAMBA, PANZA** Chef d'état de la transition (2014) Discours à l'Assemblée des Nations Unies
- Châtaignier, Jean-Marc et Hervé Margot** (éd.) (2007), États et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement, Karthala, Paris.
- Conseil des droits de l'homme**, Rapport soumis par le représentant du secrétaire général pour les
- DEBOS, Marielle**, «Fluid Loyalties in a Regional Crisis: Chadian "ex-Liberators" in the Central African Republic», African Affairs, 107/427, mars 2008, p. 225-241
- Didier Niewiadowski** 2014 : Document : comment la Centrafrique est devenue un « Etat fictif »
- Didier Niewiadowski** 2014 La republique_centrafricaine.pdf

Didier Niewiadowski 2014]La crise centrafricaine: de la prédation à la stabilisation
www.crisisgroup.org/.....

Didier Niewiadowski, 2014 le régime n'a cessé de commettre des exactions.

Didier Niewiadowski 2014 Voir « La République centrafricaine : le naufrage.

OCDE (2008) :Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Appropriation, harmonisation, alignement, résultats et responsabilité mutuelle, document final du Forum à Haut Niveau tenu à Paris, du 28 février au 2 mars 2008, sous l'égide de l'OCDE.

Faes, Géraldine et S. Smith (2000), «République centrafricaine : la solitude et le chaos». Politique Internationale, Paris.

Fonds monétaire international (2010), République centrafricaine, Rapport des services du FMI
Human Rights Watch (2007), République centrafricaine : État d'anarchie - Rébellion et exactions contre la population civile, HRW, New York.

Human Rights Watch (2007), République centrafricaine, Etat d'anarchie : Rébellions et exactions contre la population civile,vol.19 HRW, New York.

Internal Crisis groupe(2013) Policy Briefing, Briefing Afrique N°96 , Nairobi/Bruxelles

International Crisis Group (2007), «République Centrafricaine : Anatomie d'un État fantôme », Rapport Afrique , n°136, 13, ICG, Bruxelles.

International Crisis Group (2010), De dangereuses petites pierres : les diamants en République centrafricaine, Rapport Afrique n°167, International Crisis Group, Bruxelles.

International Peace Information Service (2008), « Handbook : Mapping conflict Motives in War Areas », IPIS, Anvers.

ITIE -RCA (Initiative pour la Transparence des Industries Extractives) (2009), «Premier rapport de l'ITIE-RCA» , Collecte et réconciliation des données statistiques du secteur minier, année 2006, ITIE Bangui

Jauer, Kersten (2009). Faillite de relèvement: une analyse de l'aide. UNDP, Bangui.

Kalck, Pierre (2005), Historical dictionary of the Central African Les études du CERI,n°153-n°154, CERI, Paris.

Marchal, Roland (2009),«Aux marges du monde, en Afrique centrale...»,

Marta Martinelli et Emmanuel Klimis(2009) la réforme du secteur de la sécurité en République Centrafricaine ; quelques réflexions sur la contribution belge à une expérience originale GRIP

Ministère britannique du développement international (2002), « Conducting Conflict Assessment : Guidance Notes », DfID, Londres.

Ministère d'État au Plan, à l'Économie et à la Coopération internationale (2007), « Document de stratégie pour la Réduction de la pauvreté 2008-10 (DSRP) », Bangui

Ministère d'État au Plan, à l'Économie et à la Coopération internationale (2010), « Development Assistance Database (DAD)

Ministère d'État au Plan, à l'Économie et à la Coopération internationale (2010), « Réforme du secteur de la sécurité (RSS)

Ministère du Commerce et de l'Industrie de République centrafricaine (2009), « Consultations en vue de l'élaboration d'une nouvelle stratégie d'assistance à la République centrafricaine » Bangui,

Nations Unies (2007), « Plan cadre pour l'aide au développement (UNDAF 2007-2011) », Nations Unies, Bangui

Nations Unies (2010a), « Cadre stratégique intégré pour la consolidation de la paix (ISF 2010-2011) », Nations Unies, Bangui.

Nations Unies (2010b), « Central African Republic Consolidated Appeal 2010: Mid-Year Review », Nations Unies, Bangui.

Nations Unies (2011), Rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur le sort des enfants en temps de conflit armé en République centrafricaine, Nations Unies, New York.

OCDE (2008), « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005) et programme d'action d'Accra (2008) », OCDE, Paris.

OCDE (2009), « Suivi des Principes d'engagement international dans les États fragiles et les situations précaires, Rapport pays 2 : République centrafricaine », OCDE, Paris.

OCDE (2010a) « Suivi des Principes d'engagement international dans les États fragiles et les situations précaires - Rapport global 2010 », OCDE, Paris.

OCDE (2011) « Guide de l'enquête 2011 - Le suivi de la mise en œuvre des principes pour les États fragiles », OCDE, Paris.

OCDE ,2011 Rapport 11 sur l'engagement international dans les états fragiles République Centrafricaine OCDE

ONU (2008) Rapport de la Commission de consolidation de la paix en sa deuxième session , 24 juin 2008 (A/63/92 – S/2008/417).

ONU (2008) Rapport du secrétaire général sur la mission des Nations unies en République centrafricaine et au Tchad, S/2008/601, 12 septembre 2008.

ONU (2008) Rapport du secrétaire général sur la situation en République centrafricaine et les activités du Bureau des Nations unies pour la consolidation de la paix dans ce pays (PBSO)

ONU (Lettre datée du 17 juin 2008, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président de la Commission de consolidation de la paix A/62/889 – S/2008/419), 24 juin 2008.

ONU Commission de consolidation de la paix des Nations Unies (2009), Plan prioritaire révisé de consolidation de la paix , Nations Unies, New York.

Patrick LAGADEC (2011) : La gestion de la crise, MC GRAW-HILL

PNUD (2007-2008) Rapport mondial sur le développement humain ; La lutte contre le changement climatique : un impératif de solidarité humaine dans un monde divisé .

Programme d'urgence et de relèvement durable 2014-2016 Juin 2014 Bangui

Programme des Nations Unies pour le développement (2010), Rapport sur le développement humain 2010 , PNUD , New-York, http

Saibou, ISSA (2006), «La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la RCA et du Tchad: ne nouvelle modalité du banditisme transfrontalier», Polis/R.C.S.P./C.P.S.R,vol. 13, n°1 –2, IEP Bordeaux, Bordeaux.

Pr. MBRINGA – TAKAMA Maxime-Faustin,
Docteur ès lettres, Sultan de Bangassou,

Né le 19 novembre 1951 à Bangui; Centrafricain, Veuf, Trois filles ; Deux petits-fils ; Consacré souverain des Bandia (31 décembre 2006); Fonctionnaire des Nations Unis (PNUD) (1994-2013); Vice-recteur de l'Université de Bangui (1993-1994); Directeur Général Adjoint du Centre International de la Civilisation Bantou Libreville (1992-1993); Coordonnateur de la Recherche scientifique au Haut-commissariat à la Présidence de la République (1986–1991); Chef de département de géographie à l'Université de Bangui (1984-1986); Enseignant chercheur à l'Université de Bangui géographie/Sociologie (1982-2014);

Etudes-formations : Séminaire St Jean Bossangoa 1965-1968), Séminaire St Paul Bangui, (1969-1972) ; Université de Bangui,(1972-1973) ; Université d'Abidjan Côte d'Ivoire, (1973-1982) ; Université de Talence Bordeaux France, (1986 – 1994) ; Centre International de Formation Glen Cove Etats Unis (1994) ; Centre International (ILO) Turin Italie (1995, 1998, 2000) ; IDEA Montréal Canada (2001)

Documents déjà publiés :

- *Centrafrique face à son destin, changer ou périr, 1 février 2014. Bangui.*
- *Ô Centrafrique, comment croire et changer, 5 mars 2014. Bangui*
- *Centrafrique, ou l'urgence du rebondissement citoyen pour sortir de la crise existentielle majeure, 20 juillet 2014. Bangui*
- *Brazzaville, l'accord de la cessation des hostilités en République Centrafricaine, 5 août 2014. Bangui.*
- *Transition centrafricaine, une chance pour la gouvernance de demain, 30 août 2014. Bangui.*
- *L'élite intellectuelle centrafricaine, l'espoir d'un pays en crise profonde, 30 septembre 2014 Bangui*
- *Centrafrique : l'urgence, le relèvement et le développement, 30 octobre 2014. Bangui*